



**Conseil Communautaire  
de la Communauté d'Agglomération de Montpellier**

- - - - -

**Séance publique du  
Mardi 07 mai 2014**

- - - - -

**PROCES-VERBAL**

## SEANCE ORDINAIRE DU 7 MAI 2014

\*\*\*\*\*

### Procès-Verbal

L'an deux mille quatorze et le sept mai à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 90

#### Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, .

#### Pouvoir(s):

M. P. BONNAL à Mme M.-C. PANOS, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J. DOMERGUE, Mme S. JANNIN à M. Philippe SAUREL, M. H. MARTIN à M. R. CALVAT, Mme V. PEREZ à Mme C. HART, M. J.-L. SAVY à Mme M.-P. PASDELOU, Mme A. YAGUE à M. M. LEVITA.

#### Excusé(es):

Mme I. GIANIEL

### Ouverture de la séance et appel

#### Monsieur le Président :

Je vous propose de débiter cette séance du conseil d'agglomération du 7 mai 2014.

Pour commencer, je vais désigner la secrétaire de séance, Mlle Maud Bodkin et je vais lui demander de venir à mes côtés ici pour faire l'appel.

- Le Conseil Communautaire approuve la désignation de madame Bodkin à main levée.
- Mademoiselle Bodkin procède à l'appel.

Merci Mlle Bodkin

Monsieur le Président présente l'ordre du jour.

## **AFFAIRE N°1 : APPROBATION DE L'ORDRE DU JOUR**

### **Monsieur le Président**

Je vous demande donc maintenant de bien vouloir délibérer sur l'ordre du jour relatif à la gestion de l'eau et l'adoption du principe de passage en régie publique.

### **Préalablement à cela, je voudrais vous donner quelques d'ordre divers informations qui concernent l'agglomération.**

La première des choses c'est qu'évidemment, comme beaucoup d'entre vous, la majorité d'entre nous, nous déplorons l'ensemble des violences qui se produisent de façon répétée dans le tram et qui visent à la fois les usagers, les conducteurs et les contrôleurs de TAM. Encore ce matin, dans la presse, vous avez pu constater cela. Et, à cet égard, et à l'égard de la sécurité à la fois dans les trams et dans la ville de Montpellier, je rencontrerai d'ici une semaine à la mairie de Montpellier, Monsieur le Préfet Lambert, directeur de cabinet de Monsieur le ministre de l'Intérieur.

Secondo, je voudrais adresser toutes mes félicitations et nos félicitations, aux autres présidents d'agglomération qui ont été élus, que ce soit Frédéric Lacas dans l'agglomération de Béziers Méditerranée, le président Villaret pour le centre Hérault, Stéphan Rossignol nouveau président de la communauté d'Agglomération de l'Étang de l'Or, Claude Arnaud, maire de Lunel, président de la communauté de communes du Pays de Lunel, François Commeinhes, maire de Sète, nouveau président de la communauté d'Agglomération de Sète et Alain Barre, maire des Matelles, nouveau président de la communauté de communes du grand Pic Saint-Loup.

Je voudrais dire aux maires de l'agglomération de Montpellier que j'ai modifié le chemin de fer du journal de l'agglomération, « *Mon agglomération* », en leur proposant d'avoir beaucoup plus d'espace sur les pages de « *Mon agglomération* ». Autrement dit, vous aurez beaucoup plus d'espace pour l'expression des communes que ce qui était le cas jusqu'à présent. C'est une façon aussi d'aménager le territoire de façon équitable.

Un point sur les audits que j'ai lancés à l'agglomération, dont les appels d'offres seront envoyés en début de semaine prochaine. Ils concernent plusieurs services et plusieurs organismes associés. Tout d'abord, le service des finances de l'agglomération de Montpellier, ensuite la TAM, l'orchestre, ACM, la SERM et la SAAM avec le concours de la ville de Montpellier qui conduira ces audits et la SPLA.

Toujours dans les informations, j'ai adressé aux maires, comme ils l'avaient demandé lors de la réunion des 31 maires de l'agglomération de Montpellier, le document qui pesait le pour et le contre sur l'ensemble des dispositifs liés à la politique de l'eau. Je remercie Monsieur le Directeur Général des Services de l'avoir adressé à tous les maires.

J'ai également adressé les lettres inhérentes au report de l'application de la réforme des rythmes scolaires que nous avons décidé à la mairie de Montpellier et qui font état de la lettre que nous avons adressée d'une part aux directeurs d'écoles de la ville et d'autre part à Monsieur Hamon, ministre de l'Éducation nationale.

Enfin, quelques petits points de détail, mais les détails ont toujours une grande importance.

Je voudrais rétablir la vérité sur un certain nombre d'articles qui ont été donnés dans les journaux et en particulier l'article du Midi Libre d'hier où il serait question de ma candidature à la présidence de Montpellier Events. Dans le même article, il est indiqué que Bernard Travier serait président de l'orchestre. Je rappelle qu'Events et l'orchestre sont financés, dans une très large part, par la région Languedoc-Roussillon et que la région Languedoc-Roussillon a son mot à dire sur l'ensemble de la gouvernance de ces institutions. D'autre part, aucun élu ne peut présider l'orchestre de Montpellier tant qu'il est sous forme associative, parce que ça s'appelle de la gestion de fait et que je ne voudrais pas que maître Bernard Travier se retrouve en prison, cela ferait tâche au barreau.

Ensuite, concernant le stade du Père Prévost, j'en parle ici parce que ça concerne l'agglomération, je tiendrai un point de presse vendredi matin à 9 h 30 au café des super vedettes aux Beaux-Arts en expliquant que nous conserverons, pour le quartier des Beaux-Arts, le stade du Père Prévost, comme je m'y suis engagé pendant la campagne électorale et depuis même la campagne des dernières cantonales.

Enfin, je voudrais vous dire que Montpellier agglomération présente sa candidature Montpellier métropole numérique au label « French Tech », ce qui est très important. Ce dossier est géré aujourd'hui par Max Levita.

Voilà l'ensemble des informations que je voulais vous donner. En passant à l'ordre du jour, je voudrais appeler Madame Catherine Dardé, première vice-présidente de l'agglomération de Montpellier à me rejoindre. Je voudrais dire aussi à Monsieur René Revol, maire de Grabels, vice-président chargé de la politique de l'eau de venir à nos côtés. Voilà un petit préambule et puis je donnerai la parole à René Revol et nous ouvrirons le débat.

Je tiens à dire qu'avant cette séance publique, nous avons travaillé en séance avec tous les maires, avec les vices-présidents, avec le bureau de l'agglomération sur ce sujet et que chacun a toute liberté d'expression sur ce sujet. Pour La ville de Montpellier, nous nous étions engagés, lors de la campagne électorale, à mettre en œuvre la régie publique de l'eau. Nous le faisons de façon très rapide, parce que si nous voulons avoir des résultats rapides, et compte tenu de la longueur du processus, si nous voulons avoir une politique sociale envers l'ensemble des personnels transférés, si nous voulons organiser le passage en régie de façon cohérente et maîtrisée, il nous faut un peu de temps. C'est la raison pour laquelle j'ai souhaité que ce conseil d'agglomération se fasse de façon extraordinaire.

Je voudrais dire aussi en préambule que l'attitude de Veolia ne m'impressionne pas. Pendant la campagne, on a essayé de faire en sorte que je n'ai pas les fonds nécessaires en faisant pression sur les banques, ça n'a pas été très productif. Donc, ce type d'arguments, plus on me fait ça, moins je me couche, parce que c'est une façon de procéder que j'exècre par-dessus tout.

L'eau, c'est le bien commun du vivant. Le droit à l'eau et à l'assainissement est reconnu depuis 2010 par les Nations Unies comme un droit fondamental de l'homme. L'eau, sur notre territoire, tient un rôle essentiel, elle modèle les paysages et la vie des hommes qui y vivent depuis les garrigues du nord jusqu'aux milieux littoraux et lagunaires du sud.

Notre développement, sur les dernières décennies, repose sur l'existence de ressources en eau de qualité. Leur exploitation respectueuse du bon équilibre des milieux naturels a permis jusque-là de satisfaire l'ensemble des usages. Par ailleurs, le schéma directeur d'assainissement mis en œuvre sur les 31 communes, depuis 2004 et bientôt achevé a conduit à une amélioration notable de la qualité des milieux récepteurs.

Dans l'intérêt de la poursuite de cette gestion durable des milieux aquatiques, une nouvelle gouvernance de l'eau doit aujourd'hui être imaginée, dépassant les limites administratives de nos territoires, couvrant l'ensemble du grand cycle de l'eau et reposant sur les dernières avancées scientifiques. La vision rénovée de la politique de l'eau que je vous propose est une politique de l'eau mise au service d'un vaste territoire, de sa biodiversité et de ses citoyens.

L'aquifère karstique de la source du Lez constitue la principale ressource en eau potable de notre territoire communautaire, mais alimente aussi, pour une grande partie, le territoire de la communauté de commune du grand Pic Saint-Loup. Son bassin hydrogéologique s'étend de 400 kilomètres carrés au nord de Montpellier, allant au-delà même des limites du département de l'Hérault. Le programme de recherche mené récemment, initié par la ville de Montpellier et le BRGM, visait l'amélioration des connaissances de son fonctionnement dans un contexte de changements globaux, climatiques et anthropiques. Les enseignements apportés sont riches, mais surtout, la faisabilité d'augmentation des prélèvements dans certaines limites, permettant de garantir le maintien du bon état qualitatif de la masse de l'eau souterraine est dorénavant scientifiquement établie. Cette perspective ouvre la voie à la mise en œuvre de solutions pérennes d'alimentation en eau de notre territoire, mais aussi celui du Pic Saint-Loup, privilégiant la valorisation des ressources et unités de production d'ores et déjà existantes et en préservant la biodiversité du Lez.

C'est en ce sens qu'il convient de lancer la révision de la DUP initiale de 1981 de la source du Lez. Ce projet permettra de renouer les liens avec les territoires limitrophes du nord avec lesquels nous avons également à

renforcer la politique de protection de l'aquifère qui doit passer par des efforts en matière d'assainissement. Mais les liens ne s'arrêtent pas là, en matière d'eau potable, la sécurisation des trois grands systèmes de production doit être améliorée, des projets de maillages sont à finaliser ou à concrétiser à la fois à l'est, avec la communauté de communes de l'Étang de l'Or alimenté en partie par l'eau du bas Rhône et à l'ouest par le syndicat mixte du Bas Languedoc, dont la source principale puise dans les alluvions du fleuve Hérault. Enfin, la politique de prévention et de gestion du risque d'inondation doit être poursuivie. Toutes les intercommunalités de l'aire métropolitaine œuvrent d'ores et déjà de concert pour cela, au travers des syndicats de gestion de nos bassins versants, le syndicat Lez Mosson Étangs palavasiens d'une part et le syndicat mixte de l'Étang de l'Or d'autre part. Nous devons veiller à ce que les politiques qui y sont définies soient cohérentes et respectueuses des intérêts de tous.

Il est procédé au vote de l'approbation de l'ordre du jour. A l'issue de ce vote, l'ordre du jour est adopté à l'unanimité.

## **AFFAIRE N°2 : HORS COMMISSION – GESTION DE L'EAU : RÉGIE PUBLIQUE**

### **Monsieur le Président :**

Monsieur Revol, vous avez la parole.

### **Monsieur REVOL :**

Mesdames et messieurs, chers collègues, je pense que vous mesurez l'importance qui est accordée à cette délibération, pour que nous convoquions ce conseil en ayant ce seul point à l'ordre du jour. Car, en effet, la délibération qui est entre vos mains a pour objectif d'ouvrir un processus et ce processus devait être ouvert sans tarder si nous voulions honorer les engagements que nous avons pris devant les électeurs. Ce processus constitue, à partir d'aujourd'hui, une réorientation majeure de la politique de l'Eau avec un grand 'E' pour signifier, comme dans de nombreuses collectivités que cela regroupe toutes les compétences qui sont liées à l'eau pour accroître la maîtrise publique sur ce bien commun de l'humanité sans lequel nous ne pouvons pas vivre, nous humains, plus de trois jours. Il est donc fondamental que ce bien échappe au calcul mercantile et qu'il soit pris en charge par la collectivité.

Et parce que nous pensons que la forme de la délégation de service public ne permettait pas cette maîtrise, nous mettons en route le processus de passage à la régie. Par là même, nous opérons une rupture. Nous opérons une rupture avec certes la délibération qui avait été adoptée lors de la précédente mandature le 25 juillet 2013. Je ne reviendrais pas sur ce débat, il a été ce jour-là assez poussé. Mais nous réclamions, à l'époque, que ce soit Philippe Saurel ou moi-même et d'autres, que ce débat ne soit pas clos à ce moment-là et que l'on puisse consulter les populations. Car il ne nous semblait pas possible qu'à la veille d'une échéance électorale nous puissions engager, sur ce problème majeur de l'eau, un mode de gestion qui n'aurait pas été avalisé par nos concitoyens. Cette demande a été refusée, sous prétexte que nos concitoyens ne s'intéressaient pas à cette question et que finalement, si on les consultait, personne ne viendrait voter.

J'ai alors pris acte de ce refus et j'ai cherché à appliquer à moi-même ce que je recommandais aux autres. J'ai donc, dans ma commune à l'époque, organisé un référendum municipal sur cette question et j'ai obtenu plus de 50 % de participation – pour ce type de consultation c'est exceptionnel – ce qui prouve un intérêt réel. Faisant ensuite un débat public contradictoire et 95 % de la population s'est prononcée pour la régie publique. Les nombreuses initiatives citoyennes associatives prises dans différentes communes, comme sur la ville de Montpellier, les votations citoyennes, les pétitions, les réunions, montraient que dans le public il y avait un véritable intérêt pour cette question et qu'il y avait la volonté que l'on passe en régie publique de l'eau.

Donc, le juge suprême, ça a été l'électeur lors des élections municipales. Ce fut l'un des enjeux majeurs des élections municipales de la ville de Montpellier, ce fut également un enjeu dans quelques autres communes. Il s'agit donc maintenant de faire que le mandat que nous a donné le peuple, nous le mettions en œuvre et cela dans les délais les plus rapides et de manière la plus efficace. À ce sujet, je pense que nous franchissons une première étape qui suivra à travers la mise en place d'un service public intégré de tout ce qui concerne l'eau et bien sûr l'assainissement. Mais cette première étape, nous suivons l'exemple d'autres collectivités, car nous

n'arrivons pas les premiers dans ce domaine. D'autres collectivités, depuis maintenant une bonne quinzaine d'années, ce sont engagées dans le retour en régie publique après avoir fait l'expérience de la délégation de service public auprès de grands opérateurs privés. Ce retour est lié à une réflexion collective importante qui a traversé notre pays, notamment en observant que dans le reste de l'Europe, si l'on prend les 15 pays les plus développés de l'Europe, 72 % de l'eau distribuée l'est en régie publique et simplement 28 % par des délégations de service public. La France, c'est l'inverse, la France, c'est plus de 70 % qui étaient, il y a 15 ans, sous forme de délégation de service public, si je prends la plupart des grandes communes. Et depuis, un mouvement de réflexion s'est engagé pour revenir à une gestion publique à travers le mode d'une régie publique.

Je voudrais ici donner quelques arguments, sans être trop long, qui militent pour la régie publique. Mon premier argument est un argument économique et social. Tous les rapports, tous les comparatifs, jusqu'à des études très récentes, depuis l'Assemblée nationale jusqu'à des organismes spécialisés, démontrent que la gestion en régie publique est moins chère qu'en délégation de service public à un opérateur privé. Elle est moins chère en termes de coûts par ces temps où l'on nous parle trop souvent, à mon goût, de coût du travail, il serait intéressant parfois de prendre la mesure du coût du capital. Et en l'occurrence, lorsque l'on passe d'une délégation de service public à un opérateur privé à une régie publique, eh bien l'on fait toute une série d'économies. Non seulement pas de dividendes, pas de marge financière, pas d'impôt sur les sociétés et je pourrais vous en faire la liste longue. Dans les documents que Monsieur Hémain vous a communiqués hier ou que vous avez sur votre table, notamment les comparaisons faites par un ensemble d'organismes, on vous apporte cette démonstration que la régie publique est manifestement moins chère, pas d'une manière gigantesque, mais elle est moins chère. Et qu'en l'occurrence, cela nous permet de réfléchir à une baisse du prix de l'eau.

À ce sujet, je voudrais quand même signaler, puisque c'est l'information du jour à laquelle j'ai été sollicité dès ce matin, me disant « alors, vous allez baisser le prix de l'eau de 50 % ». Je fais une simple remarque, la personne qui a déclaré ça était aux responsabilités dans son entreprise dans les années qui précèdent. Que ne l'a-t-il fait précédemment ? Pourquoi le prix de l'eau n'a pas été baissé précédemment ? Pourquoi pourrions-nous le baisser maintenant ? J'appelle ça une opération de dumping pour essayer de conquérir un marché. Car le prix n'est pas que la seule variable, il faut baisser le prix en préservant d'une certaine manière la possibilité de conserver la ressource, de la pérenniser, d'assurer un service de qualité. Et que donc, avec la régie publique de l'eau, nous baisserons le prix tout en ayant une vision de conservation de la ressource à long terme et c'est ça qui est important.

Toujours sur cet argument économique et social qui fait qu'elle est moins chère, c'est qu'en passant en régie publique, nous pouvons beaucoup plus facilement imposer des tarifications sociales. Alors, on me dit que c'est impossible, eh bien je montrerai, dans le cadre de tout ce débat autour de la mise en place de la régie publique, que c'est possible. Prendre des expériences qui ont été faites dans des pays entiers dans lesquels les premiers mètres cubes fournis à la population, ces mètres cubes qui sont indispensables à la survie, peuvent aller vers la gratuité. Et toutes les dépenses dispendieuses de l'eau doivent être facturées au prix fort, justement aussi pour dissuader ceux qui font cela d'avoir une attitude qui vise à préserver la ressource.

Donc, mon premier argument est un argument économique et social et nous aurons l'occasion, nous l'avons d'ailleurs déjà longuement abordé lors de la séance du 25 juillet.

Le deuxième argument est patrimonial et écologique. L'eau est une production, ce n'est pas quelque chose qui descend du ciel. J'ai entendu, dans certaines assemblées, qu'à Grenoble, elle était beaucoup plus facile parce qu'elle descendait des montagnes. Comme la régie publique est également à Paris, je ne vois pas de montagne autour de Paris, cela ne me paraît donc pas être un argument recevable. Et donc, on peut considérer qu'aujourd'hui nous avons une production d'eau, un réseau, un ensemble d'investissements qui ont été faits par la collectivité. Vous avez, dans les documents qui vous sont donnés, un document important, lorsque nous avons adopté le schéma directeur d'eau potable puisqu'on vous donne l'évaluation des investissements qui sont nécessaires à l'horizon 2030. Effectivement, si nous ne faisons rien il est fort possible que nous laissions à nos enfants et à nos petits-enfants un territoire qui aura la plus grande difficulté à subvenir aux besoins de la population en eau.

Il faut donc établir une vision à long terme, une vision qui fait que nous pouvons renouveler les réseaux, qui

sont dans beaucoup d'endroits trop vétustes. Et dans les investissements, c'était au fond le seul qui revenait aux fermiers, c'était le renouvellement des réseaux. Les gros investissements, contrairement à ce que l'on raconte, étaient à la charge de la collectivité et ont été pris en charge par la collectivité, donc par les citoyens. Et dans ce contexte, il nous faut avoir une vision de long terme. Or, chacun le sait, aujourd'hui, dans le capitalisme dans lequel nous vivons, c'est un constat qui est absolument partagé, l'horizon temporel des firmes privées s'est profondément raccourci dans la mesure où l'exigence de rentabilité se fait au maximum à 3 à 5 ans. Et que donc, ce n'est pas les injurier que de dire ça, c'est faire un constat. Alors que lorsque l'on est dans une collectivité, lorsque l'on réfléchit à l'intérêt général, il est clair que notre vision est complètement différente. Pour avoir largement participé à tous les débats pour la mise en place des Agendas 21 dans les années qui précèdent, on voit bien que cette préoccupation de long terme est au cœur même des politiques publiques et qu'il faut impérativement la conserver. Donc, la régie permet d'avoir cette vision. Et dans cette vision, je ne développerai pas ce point parce que le Président l'a fait dans son intervention, il y a la ressource de tout l'aquifère du Lez qui est un élément important.

Cette ressource, elle est précieuse, cette ressource, il ne faut pas nécessairement la pomper tant qu'on l'a, parce que justement il faut avoir vis-à-vis de cette ressource une vision équilibrée qui nous permet à la fois de l'utiliser pour subvenir aux besoins de nos populations tout en préservant son renouvellement. Des études ont eu lieu il y a un an, dont les conclusions sont tout à fait intéressantes – je ne connais que les conclusions et j'attends que les experts puissent nous les présenter en détail – montrent que des possibilités existent de ce point de vue pour assurer ce renouvellement tout en continuant à l'utiliser pour pouvoir subvenir aux besoins des populations de l'ensemble de ce bassin. Et d'ailleurs, c'est important parce que ça nous permet de réfléchir à une coopération, une coopération entre les différentes collectivités pour définir nos territoires, car la géologie et les nappes d'eau se moquent de nos limites administratives. Il faut donc réfléchir à l'ensemble d'un bassin versant, à l'ensemble de sa logique du point de vue de l'eau. Et avoir cette intelligence collective, je pense que c'est une chose qui est attendue de nos concitoyens, plutôt que des compétitions pour accroître son propre territoire. Naturellement, ces préoccupations patrimoniales et écologiques sont tout à fait fondamentales et sont généralement, comme la régie publique de Paris l'a montré, beaucoup plus soutenues dans le cadre d'une régie publique que dans le cadre d'une DSP.

Mon dernier argument est politique. Oui, il est politique parce que la question de l'eau, contrairement à ce que disait un journaliste tout à l'heure, ce n'est pas une question idéologique. C'est une question politique au sens propre du mot, qui implique la gouvernance de la cité. Et donc, de ce point de vue, cette politique, il ne suffit pas qu'elle soit confiée aux élus, c'est une première chose. C'est que les élus puissent prendre leurs décisions d'élus sur la base du mandat qu'ils ont pris devant le peuple. Mais il faut qu'il soit aussi soumis à la vigilance citoyenne, il faut qu'il soit soumis à une veille citoyenne. C'est pour ça que nous avons choisi d'aller vers la régie publique, car d'autres formes existaient, mais elles étaient insuffisantes dans la capacité aux citoyens de contrôler ce point central de son activité.

Et donc, pour pouvoir anticiper ce fonctionnement de la régie, nous avons décidé de mettre en place, d'ici la fin du mois de juin, un comité citoyen de suivi de la mise en place de la régie publique. Ce comité citoyen de suivi sera composé des associations d'usagers, des associations environnementales, des représentants du personnel, car ils vont jouer un rôle fondamental dans toute cette évolution, sur toute la politique de l'eau et des experts et universitaires. Et nous avons la chance dans cette région d'en avoir plusieurs forts compétents dans ce domaine. Et d'ores et déjà, plusieurs d'entre eux ont pris rendez-vous avec moi et ont postulé pour participer à une éventuelle réunion. Et quand je leur ai annoncé la perspective que nous annoncerions ce soir la mise en place de ce comité de suivi, ils ont candidaté. Nous sommes bienveillants et nous accueillerons tous ceux qui ont, de ce point de vue, quelque chose à nous dire. Donc, ce comité de suivi par là même anticipera largement le fonctionnement qui sera ensuite celui de la régie publique.

Alors naturellement, il fallait fixer des délais. Il est clair que si nous avions pris la décision le 25 juillet 2013 de passer en régie publique, nous aurions pu nous organiser pour que ce passage en régie publique ait lieu au 1er janvier 2015, puisque les contrats qui sont en renouvellement fin 2014 nous donnent cette opportunité. Cette décision n'a pas été prise, nous la prenons seulement maintenant, après le débat électoral qui a tranché cette question. Et donc, à partir d'aujourd'hui, nous n'avons pas les moyens techniques et juridiques de faire en six mois une régie publique de l'eau sans créer une situation dangereuse pour la collectivité. Nous avons donc pris

la décision, et c'est ce qui est important dans cette délibération, c'est peut-être la partie de la délibération la plus importante, de fixer le fait que nous passerions en régie publique de l'eau au 1er janvier 2016. Nous nous donnons donc 18 mois.

J'aurais l'occasion d'y revenir, lors de prochaines délibérations qui vont se succéder. C'est un dossier que vous aurez très souvent à l'ordre du jour du conseil, car il y aura toute l'application et sa mise en œuvre qui supposent des consultations obligatoires, qui supposent toute une série de dispositifs à la fois juridiques et techniques pour faire que ce passage en régie soit le mieux réussi. Parce que si nous arrivons, ensemble, par notre mobilisation élus, associations, personnels, à faire que ce passage régie se fasse bien, ayez-en conscience, nous ouvrons une voie par là même, une voie commune à tous pour faire que ce bien commun soit géré d'une manière beaucoup plus citoyenne, beaucoup plus respectueuse finalement de l'environnement de nos concitoyens.

Je voudrais terminer la présentation de cette délibération, puisque vous avez beaucoup de dossiers et peut-être des questions à poser, si vous le permettez, par une référence à une personnalité particulière. Cette personnalité a disparu il y a deux ans, c'était une dame âgée déjà qui combattait beaucoup sur la question de l'eau. Elle n'arrêtait pas d'Istanbul à Ankara, jusqu'au Kenya, Nairobi, jusqu'à La Paz, pour se battre à travers le monde pour cette ressource fondamentale qu'était l'eau. Elle répétait sans arrêt que cette ressource ne pouvait pas devenir une marchandise, n'était pas une marchandise, c'était un bien fondamental qui définit le vivant, comme l'a si bien dit le Président tout à l'heure. Et cette dame, certains d'entre nous, nous avons eu la chance de la rencontrer il y a 3-4 ans ici, dans l'Hérault, où elle n'a pas été à l'époque assez bien reçue à mon goût, parce qu'elle menait cette bataille aussi en France, pour la régie publique de l'eau. Elle a mené cette bataille jusqu'à son dernier souffle, cette personne c'est Danièle Mitterrand et qui n'appartenait pourtant pas à la même histoire politique que moi, mais c'était quelqu'un qui nous transmettait quelque part une énergie, un courage, une volonté. Et je pense que tous ceux qui ont combattu dans cette assemblée, dans le public ou ailleurs dehors pour cette régie publique, ont peut-être tiré du combat de cette femme le courage nécessaire. Je vous remercie.

#### **Monsieur le Président :**

Merci beaucoup René. Nous allons donc ouvrir le débat. Je vais prendre les demandes de parole les unes après les autres de telle sorte que chacun puisse s'exprimer de façon équitable et démocratique. Allons-y. Monsieur Jacques Domergue, Monsieur Alex Larue, Monsieur Moynier, Madame Cassar, Madame Brissaud, Monsieur Calvat, Monsieur Rico, Madame Touzard. Quelqu'un d'autre demande-t-il à prendre la parole dans la partie gauche de l'hémicycle. La liste est ainsi faite. Je passe de l'autre côté. Madame Clare Hart, Monsieur Moustapha Majdoul, Madame France Jamet, Monsieur Lussert, Monsieur Jean-Pierre Grand, Monsieur Joël Raymond, Monsieur Rouilleault de Castelnau. Sur la partie droite de l'hémicycle, est-ce que quelqu'un d'autre souhaite s'exprimer ? La partie centrale, Max Levita. Nous commençons dans l'ordre, Jacques Domergue.

#### **Monsieur Domergue :**

Monsieur le Président, mes chers collègues. Ce dossier de l'eau est un dossier extrêmement important et vu son importance, nous n'avons pas le droit à l'erreur. Il serait bon que ce dossier soit voté à l'unanimité, mais la méthode qui nous est proposée aujourd'hui ne me paraît pas donner toutes les conditions pour que cette unanimité soit obtenue.

D'abord, Monsieur, je me permets de vous préciser que nous avons eu le document détaillé sur notre bureau tout à l'heure et sur un dossier important, il serait bon que nous prenions le temps de la réflexion. Certes, comme l'a dit Monsieur Revol, il faut aller vite, mais aller vite et se presser, ce sont deux choses différentes. Pour éviter de courir le risque de se tromper, il me paraît indispensable de prendre le temps de la réflexion et surtout le temps de l'information. Je pense que la majorité des conseillers d'agglomération auront l'honnêteté de dire que sur un dossier comme celui-là, il est extrêmement complexe et nous n'avons pas la compétence aujourd'hui en l'état avec les informations dont nous disposons pour prendre une décision éclairée.

Il me paraît donc indispensable que premièrement nous vous donnions toute liberté et toute autorité pour lancer les études nécessaires sur les conséquences, avantages ou inconvénients d'un passage en régie et que, à l'occasion d'un autre conseil d'agglomération, différé par rapport à celui-ci et qui laissera le temps de la réflexion et le temps de l'information, nous puissions prendre cette décision éclairée si possible à l'unanimité.



Ce qui veut dire indirectement que sur un dossier comme celui-là nous ne pouvons pas avoir une position dogmatique et, Monsieur Revol, ni une position dogmatique, ni une position politique. Il faut avoir à l'esprit la notion d'intérêt général et puisque vous faisiez référence à la politique, la couleur politique que vous arborez aujourd'hui un parti pris que tout le monde connaît et qui peut être un facteur influençant la décision d'un passage en régie sans que pour autant les conseillers d'agglo soient convaincus du bien fondé et réel et de cette décision. Je vous rappellerai également qu'un tiers ou 40 % de cette assemblée a voté, le 25 juillet 2013, pour le maintien de la délégation de service public.

Et la raison qui justifie mon intervention également est qu'un appel d'offres a été lancé, qui a donné lieu à cet article de presse ce matin, dont nous avons parlé, mais dont les plis vont être ouverts lundi. Il serait donc intéressant, pour l'assemblée, parce que nous représentons ceux qui vont demain à la fois payer l'eau et subir les conséquences ou pas de notre décision, d'attendre cette décision d'ouverture des plis pour savoir si réellement il peut y avoir un bien-fondé à un changement de stratégie. Je ne dis pas personnellement que le passage en régie est une mauvaise solution, je dis simplement que c'est un choix stratégique majeur et que nous n'avons pas le droit à l'erreur.

Quels sont les principes qui régissent la décision quant à la prise de position sur l'eau ? Il y en a deux.

Le premier, c'est la qualité du service rendu. Et j'ai cru lire dans la presse, je ne sais pas si les chiffres sont exacts, que dans l'enquête qui a été faite par le Fermier, 76 % de la population était satisfaite du service rendu. Certes, il y a sûrement des améliorations à apporter puisqu'on a vu que la ville de Montpellier avait un taux de perte important, ce qui doit influencer d'ailleurs sur le prix de l'eau. Mais ceci est lié à la vétusté du réseau qui a été en partie amélioré par le Fermier et par les investissements faits par la collectivité, dont aujourd'hui nous pouvons considérer que nous pouvons tirer les bénéfices.

Le deuxième point qui est majeur, c'est le prix de l'eau. Et si vous nous démontrez que le prix de l'eau va baisser par un passage en régie, tout en gardant la même qualité du service rendu, je ne vois pas qui dans cette assemblée voterait contre. Mais encore faut-il le démontrer.

Alors, parlons de l'article de ce matin qui a créé un peu de polémique, j'en conviens, parce que faire état du contenu d'une proposition dans le cadre d'un appel d'offres c'est un peu hasardeux. Mais ça a eu le mérite de montrer ce que nous avons lu dans la presse ce week-end, parce qu'il n'y avait pas que l'article du Midi Libre. Je ne sais pas si vous avez vu dans le JDD ce week-end, il y a eu un article sur le bisbi qu'il y a entre Suez et Veolia qui faisaient état de la renégociation dans la plupart des grandes villes qui étaient en DSP du prix de l'eau avec des tarifs qui baissent de 30 à 40 %. Donc, Veolia annonce 50, pourquoi pas, mais c'est vrai que Veolia, sur Montpellier, a des investissements et une position particulière de par son investissement universitaire, de par le niveau de recherche qui est effectuée et de par le fait qu'une partie du siège social est implanté à Montpellier. Ça, c'est le problème des capitalistes, comme dit Monsieur Revol, et nous n'avons pas à entrer là-dedans. Monsieur Revol a une interprétation très particulière de ces 50 %, il dit, « ils vont baisser de 50 %, pourquoi ne l'ont-ils pas fait avant ? » Mais je crois que quand Monsieur Moure avait négocié avec Veolia la décision précédente, on nous avait annoncé une baisse du prix de l'eau de 10 %. D'ailleurs, il faut savoir à quoi correspondent ces 50 %. Moi, on me dit, et là encore il nous faut des interventions, on nous dit que sur les 3,30 euros TTC du prix de l'eau, il y a 80 % liés à des taxes. Est-ce que c'est vrai ou pas ? Ce qui veut dire que si on peut jouer sur quelque chose, ce n'est pas sur l'ensemble du prix de l'eau, mais sur une partie qui revient à l'action ou du prestataire ou du Fermier. Il faudrait donc que nous ayons ces précisions, parce que 50 % de 60 centimes, ce n'est pas pareil que 50 % de 3,30 euros. Nous voudrions donc des précisions.

Vous, vous dites, « ils auraient pu faire mieux avant, ils s'en sont mis plein les poches », vous ne l'avez pas dit comme ça, mais vous l'avez tellement pensé que ça s'est vu, donc aujourd'hui on peut le leur reprocher. Moi, je dis les choses différemment, attendons l'ouverture des plis. Parce que si c'est vrai que demain les Montpelliérains et ceux qui habitent l'agglomération peuvent bénéficier d'une réduction du prix de l'eau de 50 %, mais qui va voter contre cette solution ? Personne. Et donc aujourd'hui, je vous le répète, nous n'avons pas encore toute l'information.

Dans la presse, la semaine dernière, Monsieur Revol a dit qu'on allait utiliser l'eau comme un vecteur de

régulation sociale. C'est-à-dire que quand vous prenez un premier verre, il ne sera pas cher, le deuxième un peu plus, comme la tarification des parkings finalement. Mais ça n'est pas la solution. Savez-vous, Monsieur Revol, que ceux qui ont les terrains les plus grands à Montpellier paient moins d'eau que ceux qui ont de toutes petites parcelles. Et au cas où vous ne le sauriez pas, je vais vous en informer, parce que ça m'est arrivé à moi-même, parce que ces gens-là, les riches comme vous dites, ils ont tous des forages, ils paient l'eau à boire et encore pas toujours. Et donc, ceux qui sont pénalisés, ce ne sont pas ceux-là, c'est la classe moyenne, c'est-à-dire ceux qui ont un tout petit bout de terrain ou qui lavent parfois la voiture. Je conçois qu'ils puissent avoir des conduites citoyennes différentes, on peut le concevoir, mais n'utilisez pas le prix de l'eau pour se substituer à l'impôt. Je crois que nous payons suffisamment d'impôts et de taxes dans cette ville pour qu'on ne prenne pas les services et les habitants de l'agglomération en otage, ce qui serait, à mon avis, une mesure tout à fait incorrecte. Donc, je ne pense pas que la tarification sociale soit une bonne solution.

Qu'il faille travailler sur l'amélioration du service qu'il faille travailler sur la diminution des pertes, c'est tout à fait normal. Mais nous ne pourrons pas décider aujourd'hui, et Monsieur le Président je voudrais que vous en teniez compte, de oui ou non voter pour le passage en régie. Oui ou non l'on travaille sur l'idée de passage en régie, là nous sommes tous d'accord. Oui, l'on donne des informations, oui l'on travaille le dossier, mais l'on ne prend pas de décision aujourd'hui. Prenons le temps de la réflexion parce que vous savez, ce conseil d'agglomération rappelle un conseil d'agglomération qui a eu lieu en 2002, au lendemain de la défaite de Georges Frêche aux élections législatives. Je l'ai vécu en direct et c'était la première fois que je venais dans cette salle.

**Monsieur le Président :**

Mais là, c'est au lendemain d'une victoire.

**Monsieur DOMERGUE :**

Oui, tout à fait, mais l'argument électoral n'est pas suffisant. Et nous avons pris, ce jour-là, une décision concernant le traitement des déchets. Et nous avons pris à la hâte, pour faire plaisir aux Verts, et je suis heureux que Monsieur Majdoul s'exprime là-dessus, la décision d'implanter sur Montpellier une usine de méthanisation dont on ne sait pas que faire aujourd'hui, dont on ne sait pas comment gérer les nuisances dans le quartier et qui coûte une fortune à l'agglomération. Et j'espère, Monsieur le Président, que dans l'audit que vous allez faire, vous pourrez nous dire combien nous coûte réellement cette prestation qui a été faite dans la précipitation.

C'est la raison pour laquelle je souhaiterais, Monsieur le Président, que oui nous vous donnions les pleins pouvoirs pour que vous lanciez les études nécessaires et que vous remettiez à quelques semaines ou quelques mois la décision que prendra la collectivité sur ce sujet.

**Monsieur le Président :**

Merci Monsieur Domergue. Monsieur Alex Larue.

**Monsieur LARUE :**

Je n'ai rien à rajouter à ce que vient de dire Jacques Domergue. Je voulais juste dire un point, effectivement j'ai été surpris de trouver sur notre bureau en arrivant en séance tout à l'heure le dossier d'information sommaire, qui semble-t-il a été également communiqué aux maires et aux vices-présidents il y a deux ou trois jours. Nous, nous l'avons découvert en séance, donc effectivement comme l'a dit Jacques Domergue, il est impossible pour nous de prendre une décision éclairée aujourd'hui. Je vous demande donc, et je rejoins tous les commentaires de Jacques Domergue, de surseoir à statuer sur cette décision aujourd'hui. D'attendre effectivement le résultat de la commission DSP lundi prochain et, aux vues des offres de Veolia, mais aussi des autres sociétés qui ont déposé des offres, nous pourrons enfin nous prononcer en connaissance de cause. Effectivement, puisque Veolia annonce moins 50 %, cela veut dire que si nous partons immédiatement sur une régie publique, l'objectif à atteindre par cette régie serait de faire mieux que -50 %, ce qui me paraît difficile à atteindre.

Je vous demande donc officiellement de surseoir à statuer sur votre décision aujourd'hui. Et je demande à Madame Bodkin de noter dans le procès-verbal que nous n'avons pas reçu l'ensemble de l'information en temps et en heure comme il est pourtant prévu par les codes en vigueur.

**Monsieur le Président :**

Merci Monsieur Larue. Et tant que nous sommes aux informations techniques, je tiens à ce que l'intégralité des interventions des élus soit retranscrite dans le procès-verbal. Comme je tiens aussi à ce que l'heure de sortie de la salle et d'entrée soit notifiée au procès-verbal. Je donne la parole à Monsieur Moynier, maire de Beaulieu.

**Monsieur MOYNIER :**

Monsieur le Président, mes chers collègues, mesdames les vices-présidentes et messieurs les vices-présidents. C'est effectivement une question très importante ce soir que nous traitons. Est-il nécessaire de rappeler, que par sa nature, le service de l'eau est public quel que soit le mode de gestion. Donc, opposer le mode public et privé me paraît un peu relever du slogan ou de l'idéologie. Cependant, je trouve tout à fait normal et je vous le dis, et je rejoins Monsieur Domergue là-dessus, s'il nous est prouvé aujourd'hui ou demain que le service public en régie permettra de diminuer le prix de l'eau avec un service identique, évidemment nous le voterons de manière tout à fait favorable. Le fait qu'il soit délégué ne retire en rien au caractère public du service, comme je vous le disais, puisqu'en régie, quand les collectivités passent en régie, il leur arrive également de sous-traiter de nombreux services à des entreprises. Donc, où est la frontière réelle entre régie et DSP. Est-il nécessaire également de rappeler que ce n'est pas le mode de gestion qui détermine le prix, mais les conditions d'exploitation. Plus c'est compliqué, plus c'est cher et plus c'est cher, en général plus on fait appel à des entreprises privées. Cependant évidemment on est capable aujourd'hui de démontrer le contraire grâce à des grosses collectivités, communautés d'agglomération, métropoles, qui sont passées en régie publique. Le prix n'est donc pas lié au mode de gestion, ce sont les conditions naturelles dans lesquelles s'exercent le service, les ressources, la topographie, les densités et les milieux naturels de retour et également le niveau de service demandé. Donc, les astreintes, les permanences clientèle, les délais d'intervention, toutes ces choses. C'est donc, la politique d'investissement de la collectivité qui détermine le coût et la clarification du service. J'estime donc que ces conditions naturelles sont importantes. Le prix de l'eau est toujours fixé par la collectivité locale. Donc, la vraie question que nous pouvons nous poser ce soir, c'est le prix de l'eau peut-il baisser d'accord, mais pour quel service ? Je rejoins là ce qu'a dit Monsieur Domergue.

Vous nous avez également fait passer un petit document de 33 pages qui nous a été remis hier. C'est une très bonne chose, j'ai essayé de le lire assez rapidement. Cependant, j'ai noté page 28, que le coût prévisionnel d'exploitation sur le scénario A qui était tout en régie, était de 11,44 millions d'euros et le scénario B était de 11,61 millions d'euros pour le tout en DSP. Et page 29, je vois que « aux vues des analyses détaillées réalisées, le coût prévisionnel d'exploitation n'apparaît pas comme un critère discriminant dans le mode de gestion ». Si le prix n'apparaît pas comme étant un critère discriminant dans le mode de gestion page 29, je suppose donc que le critère discriminant sera donc le service. J'aimerais donc certainement et nous souhaiterions, je suppose, avoir quelques précisions sur la qualité du service qui pourrait être améliorée à ce sujet-là. Je vous remercie de votre attention, c'est tout ce que j'avais à dire. Et encore une fois, c'est juste la question, quel prix d'accord, mais pour quels services ? Et après, si vous nous démontrez que les services seront à la hauteur, je ne suis pas du tout opposé à la régie. Merci Monsieur le Président, merci mes chers collègues.

**Monsieur le Président :**

Merci Monsieur le maire. Je donne la parole à Madame Michèle Cassar, maire de Pignan.

**Madame CASSAR :**

Monsieur le Président, chers collègues. Je tiens tout d'abord à rappeler que la commune de Pignan est liée jusqu'en 2021 au syndicat du Bas Languedoc. La distribution de notre eau potable ne pose actuellement aucune difficulté. La gestion de ce syndicat est appréciée par l'ensemble des Pignanais. Actuellement, le prix s'élève à 1,40 euro HT le mètre cube, sans compter l'assainissement, ce qui est inférieur à la moyenne nationale qui est de 2 euros, selon le président du syndicat du Bas Languedoc. Pignan n'est donc pas concernée dans l'immédiat par ce rapport.

Sur les données que nous avons eues en notre possession, une étude comparative doit être réalisée en comparant

ce qui est comparable. Toutefois, je suis consciente que la délibération que vous proposez à notre conseil communautaire présente un enjeu majeur dans le cadre de la gestion d'un grand service public. Je sais que la question de la création de cette régie a été posée lors de la campagne des élections municipales, notamment à Montpellier et depuis fort longtemps à Grabels. Les électeurs ont tranché. Je me félicite également que ce dossier soit porté par René Revol, un fervent défenseur, depuis plusieurs années, de la régie publique de l'eau, sujet qu'il maîtrise parfaitement. L'eau c'est la vie, toutes les civilisations et les philosophes y ont toujours porté une attention particulière. L'eau avec le feu, la terre et l'air fait partie des quatre composantes de l'humanité, elle est essentielle à tous les organismes vivants. Elle joue un rôle important dans toutes les religions, évoquée notamment dans la bible et le coran. C'est dire que la décision que nous devons prendre ce soir ne relève pas uniquement que d'un constat économique. L'eau n'est pas une marchandise, vous le disiez tout à l'heure. Un des éléments qui me conduit à voter pour votre proposition est que, indépendamment de l'aspect financier, on sait aujourd'hui que la ressource va fortement diminuer avec les effets du réchauffement climatique. Il est d'ailleurs à craindre que sans précipitations significatives avant l'été, le préfet nous mette en demeure, surtout à Montpellier, dans un premier temps de limiter la consommation d'eau et dans un deuxième temps, de procéder à des coupures d'eau autoritaires pendant la période estivale.

Cet élément aggravant, surtout dans l'avenir, devra être pris en compte dans notre réflexion pour le territoire qui est concerné par la mise en place de cette régie. En effet, seul un service public pourra pallier cette carence hydrologique en limitant les incidences financières pour l'usager puisque ce sont les élus du peuple qui en fixeront le prix. Toutefois, il est évident que des investissements structurants et conséquents devront être décidés et réalisés si l'on veut un service de l'eau de qualité.

Vous indiquez, dans votre rapport, que l'âge des canalisations est peu élevé. Je me permets, Monsieur le Président, de vous conseiller de faire vérifier cet élément technique. En ce qui concerne la ressource, une réflexion devrait être également menée sur une gestion complète du captage jusqu'à la distribution. D'autre part, en ce qui concerne le prix du mètre cube, je dois dire que l'article du Midi Libre d'aujourd'hui me conduit également à voter pour la création de cette régie, puisqu'apparemment, Veolia avait prévu de diviser par deux le coût de l'eau. René Revol a posé tout à l'heure la question, pourquoi cette société ne l'a-t-elle pas fait avant ? A contrario, l'on peut s'interroger sur les bénéfices réalisés sur le dos des consommateurs par cette société depuis des années. Ont-ils bénéficié aux actionnaires ou à d'autres personnes ? S'agit-il, passez-moi la fameuse expression de Cicéron, d'une tempête dans un tout petit verre d'eau ? Il ne serait pas étonnant que Veolia entame prochainement une procédure devant le juge administratif pour faire annuler la décision que nous allons prendre ce soir.

Par ailleurs, peut-on affirmer que tous les salariés des sociétés actuelles délégataires du service public ne se retrouveront pas sans emploi ? Est-ce qu'une concertation a déjà été engagée avec les syndicats et les représentants de ces personnels ? Je ne doute pas que vous ayez déjà pris en compte cette question sociale. Enfin, les collectivités territoriales, notamment le conseil général, peuvent nous aider financièrement à mettre en place cette régie. C'est d'ailleurs ce qui s'est fait dans le département des Landes. Une société a essayé de contester ce dispositif, la Cour d'appel administrative de Bordeaux a rejeté sa requête en date du 3 mars 2014. J'espère donc que nous pourrions compter sur le soutien des conseillers généraux qui siègent au sein de notre assemblée et qui devraient appuyer votre démarche si vous le décidez.

Pour toutes ces raisons, la commune de Pignan votera pour votre proposition.

**Monsieur le Président :**

Merci Madame Cassar. Je passe la parole à Madame Anne Brissaud.

**Madame BRISSAUD :**

Monsieur le Président, chers collègues. Pour les centristes de Montpellier, l'important c'est de trouver la meilleure solution durable pour les Montpelliérains. Et en ce sens, je crois que nous sommes tous d'accord sur deux points, c'est qu'il nous faut la meilleure qualité de l'eau et au meilleur tarif. Une question se pose cependant, c'est la capacité de l'agglomération à faire les investissements nécessaires pour l'agglomération et les

différentes communes de cette agglomération compte tenu des autres besoins de l'agglo. Évidemment, j'imagine que tout cela a été pris en compte. J'ai eu le dossier un peu tard aussi, je n'ai donc pas pu l'étudier complètement. En revanche, ce qu'il me semble nécessaire d'étudier aussi c'est la possibilité d'avoir un suivi de gestion précis et d'une transparence exemplaire sur ce dossier. Puisque nous sommes tous d'accord aussi sur le fait que l'eau c'est stratégique, c'est essentiel pour les Montpelliérains et je crois qu'on leur doit cette transparence. Je trouve aussi choquant que le délégataire, depuis 90, propose aussi une baisse tarifaire aussi importante pour l'eau. Et je suis d'accord avec vous pour dire que la méthode est assez intrigante. Et rien que pour ça, je pense qu'il est souhaitable, pour l'agglo, de voter la régie publique, ne serait-ce que pour connaître et comprendre la vérité des coûts. Qu'est-ce que coûte réellement ce passage en régie, etc., et finalement revenir à une DSP si cela est important. Mais l'idée c'est quand même peut-être de connaître la réalité parce que nous avons l'impression que Veolia n'a pas été honnête.

Serait-il donc possible de disposer d'un suivi de gestion précis et d'une transparence exemplaire dans cette régie si nous la votons aujourd'hui ?

**Monsieur le Président :**

Merci Madame Brissaud. La parole est à Renaud Calvat, maire de Jacou.

**Monsieur CALVAT :**

Merci Monsieur le Président, chers collègues. Ce débat est passionnant, il occupe notre institution et nos concitoyens depuis plus de 2 ans maintenant et tant mieux, c'est notre rôle de débattre et aussi de décider. Je pense que ce débat ne mérite aucune instrumentalisation, ni d'un côté ni de l'autre, il est complexe. Il n'y a pas ici de gagnant ou de perdant, il n'y a qu'une assemblée qui cherche l'intérêt général et la meilleure solution. Le dossier de l'eau, Monsieur le Président, est aussi au cœur du projet de pôle métropolitain que vous souhaitez porter. Je dis souvent que l'eau bue à Montpellier et en grande partie à Jacou provient de la source des Matelles, communauté de communes du Pic Saint-Loup et les eaux usées, sont rejetées par Maera et l'émissaire en mer au large de Palavas-les-Flots, communauté d'agglomération du Pays de l'Or. L'eau doit donc être gérée par la puissance publique, une puissance publique légitime issue du suffrage universel. Cette délibération est une étape, Monsieur le Président, mais elle est fondatrice et je la voterai avec enthousiasme.

**Monsieur le Président :**

Merci beaucoup Renaud. Monsieur Jean-Pierre Rico, maire de Pérols.

**Monsieur RICO :**

Monsieur le Président, chers collègues. Je tiens à apporter à votre connaissance que je suis, sur ce sujet, dans une situation de conflit d'intérêts. En effet, je suis cadre en exercice au sein du groupe GDF Suez qui est compétiteur sur la DSP et je ne peux donc prendre part au débat et au vote de ce jour.

Toutefois, en tant que maire de Pérols, je souhaite que cette assemblée, sur ce sujet, soit tout particulièrement vigilante sur la sécurisation et la qualité de l'approvisionnement en eau, ainsi que sur la maîtrise de la tarification aux usagers. Merci.

**Monsieur le Président :**

Merci Monsieur le maire. Je passe la parole à Madame Isabelle Touzard, maire de Murviels-lès-Montpellier.

**Madame TOUZARD :**

Monsieur le Président, chers collègues, je vais être brève. Juste pour dire que je rejoins tout à fait ce qui a été dit sur les enjeux de changements globaux auxquels nous avons à faire face. Les préoccupations vis-à-vis de l'eau que connaissent nos territoires jusqu'à présent ne sont rien à côté de celles auxquelles nous allons faire face dans les années et les décennies qui viennent. À mon sens, seule la puissance publique sera capable d'y faire face. Nous sommes donc face à des enjeux que nous ne soupçonnons pas encore. Le territoire de Montpellier, de l'agglomération et plus largement est dans une situation d'autant plus critique qu'au niveau anthropique, démographique, nous avons à faire face à des enjeux énormes et il faut vraiment s'y préparer dès

maintenant. Il est donc plus que temps de passer à la régie publique. Et en effet, il faut faire vite parce qu'il faut se réapproprier des compétences, il faut que les collectivités se réapproprient et reconstruisent des compétences. Il faut donc faire vite, car ça demande du temps. Je vais donc voter pour cette délibération.

J'ai juste une préoccupation, c'est celle qui concerne la source du Lez et la révision de la DUP. Je pense qu'il faut être très vigilant et là aussi, je nous fais confiance à nous agglo et aux pouvoirs publics pour avoir la préoccupation non seulement de la préservation de la ressource en eau, mais surtout aussi de l'ensemble des écosystèmes qui dépendent de cette ressource en eau. La question est complexe et là aussi, il va falloir être en capacité de raisonner sur le long terme, c'est très important. J'attire également l'attention sur la question de l'économie de l'eau, René l'a dit.

Il faut vraiment que l'on fasse les investissements et que l'on accorde l'attention nécessaire pour vraiment rendre nos réseaux, notamment de distribution, les plus efficaces et efficaces possibles. C'est un point très important qui va de pair avec l'engagement que l'on prend maintenant, sinon, ces efforts que l'on fait maintenant n'auront pas la portée qu'ils devront avoir.

**Monsieur le Président :**

Merci Madame Touzard. Je passe la parole à Madame Clare Hart.

**Madame HART :**

Merci Monsieur le Président, chers collègues. Je vais être courte, je voudrais simplement être absolument sûre que cette évolution ne laisse personne au bord du chemin. Nous savons aujourd'hui les difficultés économiques que nous rencontrons sur notre territoire et puis l'impact sur le marché de l'emploi. Est-ce que vous pouvez vraiment nous rassurer sur le sort du personnel de ces entreprises à qui on a confié la gestion de l'eau depuis 25 ans ? Et pas seulement le personnel technique. Que va-t-il se passer pour le personnel support, le centre d'appels téléphonique, etc. ? C'est vraiment sur ce sujet-là que je voudrais être rassurée. Je voudrais également dire à Monsieur le Vice-président René Revol que je salue la mise en place du comité citoyen de suivi de la mise en place de la régie, c'est très bien. Merci.

**Monsieur le Président :**

Merci Madame Hart. Je passe la parole à Monsieur Mustapha Majdoul.

**Monsieur MAJDOUL :**

Monsieur le Président, chers collègues. En ce qui nous concerne et nous ne pouvons que nous réjouir de cette décision du retour de l'eau en régie publique et d'avoir confié la délégation à Monsieur René Revol, militant actif de cette cause. Et enfin, de votre volonté de sa mise en place d'ici janvier 2016.

Cela dit, l'eau et l'assainissement sont les deux volets d'une même problématique. Ce qui nous pose à poser la question de l'assainissement et de l'agenda de son retour en régie publique afin que cette dernière puisse être une réponse globale et non partielle à ce dossier de l'eau. Merci Monsieur le Président.

**Monsieur le Président :**

Merci Monsieur Majdoul. Madame France Jamet.

**Madame JAMET :**

Monsieur le Président, mes chers collègues. Aujourd'hui, encore une fois, je vous le rappelle, nous ne nous exprimerons pas dans un esprit partisan, mais sur une question concrète que nous avons abordée nous aussi tout au long de notre campagne, la mise en régie de l'eau.

Seulement, ceux qui aiment l'histoire et respectent la sagesse des anciens, je rappellerai tout de même qu'en 1989, par la voie d'Alain Jamet, nous avons été les premiers à nous opposer à la privatisation du service de l'eau qui était public et qui aurait dû le rester. Nous étions non seulement les premiers, mais les seuls à soutenir la régie puisqu'aussi étrange que cela puisse paraître aujourd'hui, le parti communiste, ardent défenseur contre le capital, ne s'était pas opposé à ce principe à l'époque. Le Front national, quant à lui, a toujours revendiqué la prééminence et l'autorité de l'État en matière de ressources vitales et d'énergie, que ce soit l'eau, l'électricité, le gaz, etc. Donc, ce statut de délégation de service public entraîne, selon nous, des situations de quasi-monopole

qui peuvent entraîner de graves dérives que nous avons pu relever de part et d'autre. Et selon certains cas, comme celui qui nous occupe aujourd'hui, des problèmes environnementaux et sanitaires peuvent s'y greffer. C'est pourquoi nous considérons, comme vous, qu'il est urgent de s'attacher à revenir à une mise en régie de l'eau, sinon à renégocier les termes des contrats qui s'attachent à Veolia ou à Suez, comme cela a déjà été fait avec succès dans d'autres municipalités comme celle d'Orange par exemple.

C'est un choix politique d'intérêt général que nous soutiendrons avec vous, puisque comme nous vous l'avons expliqué lors des précédentes sessions, nous nous exprimons ici dans le cadre d'un groupe politique qui nous donne toute latitude pour nous exprimer librement bien sûr, mais qui ne nous interdit pas de critiquer objectivement, non plus de vous soumettre des propositions que vos prédécesseurs n'ont d'ailleurs pas toujours voulu entendre en leur temps, ou encore de soutenir de bonnes décisions. Quel que soit le sujet, il faut donner toute sa force, son bon sens et savoir dépolitiser les enjeux majeurs qui répondent aux besoins et aux attentes évidemment de nos compatriotes. C'est pour ça que contrairement à ce que j'ai pu entendre, je pense qu'il n'est pas urgent d'attendre, il est urgent d'agir.

Cependant, quelques questions se posent relativement, vous le savez, aux dernières déclarations de Veolia, puisque je fais comme tout le monde, je lis le journal aussi, et des différents acteurs concernés par cette problématique, mais aussi sur l'assainissement qui ne ferait pas partie de la mise en régie. Selon nous, c'est un vrai problème. Il semble être renvoyé aux calendes grecques alors qu'il ne demeure pas moins un aspect essentiel du prix du mètre cube, puisqu'il compte en moyenne pour plus de 50 % du prix de l'eau. Nous en parlons depuis tout à l'heure, je dois dire d'ailleurs que si l'on considère que le prix de l'eau est composé à 80 % de taxes, il y a aussi 50 % d'assainissement à prendre en compte.

Donc, l'effet d'annonce de Veolia sur 50 % de baisse sur le prix de l'eau me paraît superfétatoire et à mon avis doit être très proche des 10 ou 12 %, mais je ne pense pas que l'on aille beaucoup plus loin. Peut-on craindre cependant que Veolia par exemple répercute la baisse du prix annoncé dans des conditions plus que discutables sur l'assainissement justement, ou pire encore, qu'elle fasse tout simplement l'économie de travaux d'entretien ou d'investissements utiles et nécessaires afin de pondérer cette perte de profit, ce qui ajouterait encore, ce que je disais tout à l'heure, des risques sanitaires et environnementaux dont les consommateurs seront encore une fois les premières victimes et les premiers contributeurs.

C'est en tous les cas ce que l'on peut craindre au regard des dernières déclarations parues dans la presse, puisque le directeur de Veolia explique que pour pouvoir parvenir à cette spectaculaire baisse de 50 %, « par la fin des amortissements d'investissements et un gain de productivité obtenu en interne, les deux gains cumulés nous ont permis de parvenir à cette baisse ».

J'ai relevé qu'il y a effectivement beaucoup d'interrogations dans cette assemblée, vous avez vraisemblablement fait une étude préalable des services publics de l'eau et de l'assainissement qui considère que la charge de personnel sera identique quel que soit le mode de gestion et tant mieux.

Cependant, je pense que Veolia présente vraisemblablement un réel risque puisqu'avec cette annonce ou la menace d'un futur plan social, je crois que l'on peut voir aussi un avertissement sur les économies substantielles et sur les investissements et l'entretien du réseau qu'il souhaite faire au détriment du consommateur, puisque dans ces cas-là, les fuites sont toujours plus utiles et nécessaires. C'est le consommateur qui paye la fuite et c'est Veolia qui encaisse le prix de l'eau.

Nous pensons donc que dans le cadre d'une régie les économies sur les factures des usagers doivent aussi s'accompagner d'investissements pour une meilleure gestion du réseau et de la ressource en eau. Pour autant, nous n'avons rien contre ça. Je pense, même s'il n'est pas de mon ressort de répondre à certaines questions qui ont été soulevées ici, c'est qu'il ne faut quand même pas oublier que l'eau effectivement est une ressource vitale, mais que quand on dit service public, je crois qu'il faut penser service public. L'eau est avant tout un service public, c'est pour ça que, selon nous, les intérêts privés de Veolia nous semblent résolument incompatibles avec l'intérêt général pris en compte dans le cadre d'une régie.

Cependant, je souhaiterais que vous nous éclairciez vraiment sur la situation de l'assainissement parce que ça va être un réel problème. J'espère aussi que nous aurons peut-être demain l'occasion de rediscuter des délégations de service public concernant la TAM, le ramassage des ordures, etc., puisque je crois qu'elles devraient elles aussi faire l'objet de la même démarche, puisque je crois que le contribuable y trouve toujours

son compte.

Enfin, nous relèverons ensemble que si cette marge bénéficiaire peut-être négociée aujourd'hui dans de telles proportions, c'est que nos prédécesseurs ont dû faire preuve d'un certain amateurisme, serait-on tenté de dire, et surtout que Veolia comme d'autres prestataires de services ont encore de la marge sur des tarifs proposés, ce ne sont pas des entreprises de charité. Partout et chaque fois qu'il y a diminution de prix, ils font encore du chiffre, donc nous avons de la marge pour respecter tous ces tenants et ces aboutissants.

Pour autant, si le prix est important, vous l'avez dit, il n'est pas l'essentiel. L'eau est un bien commun, je le répète, c'est un besoin vital. La régulation des prix sur un produit de première nécessité comme l'eau ou l'énergie par la prééminence de l'autorité institutionnelle et celle de l'intérêt général est importante, mais nous devons surtout sortir de ce rapport de force permanent. Parce qu'au-delà de l'assainissement et du prix, il y a l'esprit. C'est pour ça qu'effectivement, vous me voyez venir, la mise en régie est une solution qui doit nous permettre de sortir de ce dictat privé, mais ne doit pas forcément nous plonger dans un dictat public ou institutionnel. C'est pour ça que je vous invite à nous inclure, non pas forcément dans le comité citoyen de suivi, mais en tant qu'opposant dans cette nouvelle structure. Parce que nous sommes, comme vous, très à cheval sur tous ces principes, nous pensons que chaque euro compte aujourd'hui pour tous les Montpelliérains et qu'il faut donc être très économe de l'argent public comme il doit l'être de l'eau.

Dernier point, et j'en terminerai pour ne pas être trop longue. Sur les points sur lesquels vous nous demandez de nous prononcer, je suis d'accord sur les trois premiers. Sur la révision de la DUP sur la source du Lez et l'autorisation du lancement des études préalables, je souhaiterais aussi que nous soyons bien impliqués dans ce débat, parce que je pense effectivement que l'hydrosystème karstique du Lez est une chose, il y a de la ressource. Mais nous parlions tout à l'heure du pompage, je crois qu'il y a beaucoup à dire parce que tout ce qui est gratuit en général est souvent dilapidé. Je pense donc que cette richesse naturelle doit être gérée avec beaucoup de prudence et que je ne souhaite pas forcément que nous nous attachions à la vider de sa substantifique moelle.

Voilà ce que je voulais vous dire. Nous allons donc évidemment voter, mais nous souhaiterions que nous allions beaucoup plus loin et nous souhaiterions surtout que vous nous éclairiez sur le problème de l'assainissement. Je vous remercie.

#### **Monsieur le Président :**

Merci Madame Jamet.

Je passe la parole à Monsieur Lussert, maire de Prades-le-Lez. Excusez-moi, Monsieur Moure avait demandé la parole, je ne l'avais pas vu. Donc, Monsieur Lussert, Monsieur Moure, Monsieur Jean-Pierre Grand, Monsieur Raymond, Monsieur Rouilleault et Max Levita.

#### **Monsieur LUSSERT :**

Monsieur le Président, mes chers collègues. Je voudrais tout d'abord m'adresser directement à René Revol. Il y a deux jours, à la conférence des maires, j'ai dû très mal m'exprimer puisque j'ai effectivement dit qu'à Grenoble l'eau descendait des montagnes. Cela ne voulait pas dire que les régies étaient exclusivement réservées aux pays de montagnes, puisqu'intelligemment, tu as remarqué qu'à Paris, il n'y avait pas beaucoup de montagnes. Cela voulait dire ce qu'a dit Arnaud Moynier tout à l'heure, c'est-à-dire que le prix de l'eau, le coût de sa production est lié aux conditions propres à chaque site et non pas à la façon dont on peut gérer les choses.

Une deuxième remarque, René, et j'en terminerai là pour m'adresser à toi. Il y a deux jours, à la conférence des maires, quand tu as dit que par le vote aux municipales, le peuple avait tranché la question, j'ai demandé combien de maires présents avaient mis dans leur campagne électorale cet argument avec un poids extrêmement fort. Il me semble que tu as répondu oui, que Monsieur le Maire de Montpellier aussi et Monsieur le Maire de Jacou également. Il me semble que dans la salle, énormément de maires sur les 31 étaient d'accord pour dire que ça n'avait pas été un sujet d'importance.

Sur le fait que ce sujet est fondamental, bien sûr, je suis d'accord avec tout ce qui a été dit. L'eau, ça ne peut pas être un produit commercial, c'est un bien commun. Donc, de ce fait-là que sa production doive être régie par la



puissance publique, je suis tout à fait d'accord. Par contre, pour ce qui est de la distribution et de la gestion des abonnés, je ne suis pas convaincu que l'une ou l'autre des solutions entre la DSP et la régie prenne un avantage notable.

Le 25 juillet 2013, j'étais présent et je me suis abstenu parce que j'étais déçu. On nous a présenté un document à l'époque pour nous demander de choisir entre la DSP et la régie avec une petite préférence pour la DSP. Et aujourd'hui, on nous demande avec le même document de choisir plutôt la régie. Pour moi, ça prouve que la différence entre les deux est effectivement difficilement palpable et que par exemple, pour reprendre l'exemple d'Arnaud, la différence de coût est de 1,5 %. Je me suis donc abstenu parce que j'ai été déçu dans le sens où il m'a semblé comprendre que Montpellier était une référence en matière d'eau, un pôle international. Et donc, quoi de neuf dans ce pôle international ? La question des DSP et régie que l'on se posait déjà quand j'étais un petit garçon.

Donc, puisque nous n'essayons pas, Monsieur le Président, ou que vous ne proposez pas d'aller vers un système nouveau, nous avons parlé de la SPL par exemple, un système hybride qui reste à inventer, où l'on aurait les avantages à la fois de la régie, et je pense au contrôle y compris par les consommateurs et puis les avantages d'une entreprise privée comme le fait d'assumer la présence et la production 24 h/24 h. Dans ce contexte-là, je poursuivrais en me disant que si l'on ne prend pas le temps d'essayer de créer cette chose hybride entre les deux, je continuerais à m'abstenir.

**Monsieur le Président :**

Merci Monsieur Lussert. Monsieur Jean-Pierre Moure.

**Monsieur MOURE :**

Monsieur le Président, chers collègues. Mon intervention sera assez brève. Je ne vais pas revenir sur tout ce qu'il y a autour et dans la question de l'eau, la qualité, la ressource, le personnel, l'exploitation, les différents paramètres qui sont à prendre en compte sur le court, le moyen et le long terme. D'autant que dans cette instance ici, il y a eu pratiquement deux ans et demi de longs débats, de riches débats sur ce que représente la question de l'eau. Et c'est vrai aussi que j'ai entendu certains collègues disant qu'ils découvriraient le courrier de manière peut-être un peu tardive, mais ils auront l'occasion de voir dans les semaines qui viennent ce que recoupe le détail de l'appréhension du phénomène lié à l'eau et à sa gestion.

Moi je vous propose de vous faire gagner du temps. Dans le prolongement de la délibération du mois de juillet 2013 et du choix de la délégation de service public à ce moment-là, passant de plus de deux décennies de délégation à une délégation de 7 ans, d'autant que ça ne concerne que le tiers des communes de l'agglomération de Montpellier, la totalité des autres devant passer à terme de leur contrat d'ici la fin de l'exercice, c'est-à-dire en 2020-2021, un appel d'offres et une consultation ont été lancés et auxquels sont en train de répondre trois opérateurs. Il y a un élément aussi important qui est le fait que le 31 janvier, un avenant a été porté à la connaissance des trois opérateurs pour qu'ils intègrent le passage et l'hypothèse du passage à la régie à mi-mandat, c'est-à-dire en 2017. J'ai cru entendre, et c'est exact, qu'il y a actuellement l'appel d'offre qui est en cours, dont les plis ont été déposés ou vont l'être et cet appel d'offres va être instruit. Je pense qu'il serait de bonne utilité de voir les résultats réels de cet appel d'offres sur les trois opérateurs, sachant bien entendu que je ne me fie pas du tout à ce qui est sorti comme information dans le Midi Libre aujourd'hui de la part de l'un d'entre eux.

Je suis un homme de principe juridique qui fait qu'il y a un appel d'offres avec un cahier des charges bien précis et notamment le passage à la régie à mi-mandat a été passé par avenant comme hypothèse. S'il advenait que les propositions soient intéressantes sur le plan économique et l'analyse qui en sera faite, je pense que l'on peut effectivement gagner beaucoup de temps.

La démarche que propose René Revol est positive, je le concède, mais il ne s'agit pas non plus pour principe de reprendre pendant deux ou trois ans un débat dont à 80 % il est déjà intervenu. Si les éléments de connaissance de l'appel d'offres que nous avons lancé sont probants, je pense que nous pouvons gagner beaucoup de temps, dans l'intérêt du respect de tous les paramètres. Le service à l'usager, le prix à payer, la solidarité par rapport au personnel quel que soit le système qui sera mis en place. Nous sommes au mois de mai, d'ici la fin du mois de mai, on peut avoir fait le choix de pertinence par rapport à ça. Et un choix d'intérêt général parce que c'est la

seule chose qui compte.

Sur l'ensemble des éléments mis à l'ordre du jour, je dois dire que concernant la révision de la DUP de la source du Lez, je suis absolument d'accord, d'autant que c'était déjà intégré dans le plan d'ensemble qui a été préparé depuis 3 ans, de même que les investissements. Et je précise que dans la délibération du mois de juillet, ce n'est quand même pas à écarter, quelqu'un l'a rappelé tout à l'heure, il y avait déjà l'obtention du résultat de -10 % sur le prix de l'eau, il y avait 153 millions d'investissements assurés et il y avait également la mise en place d'un chèque eau pour les usagers les plus défavorisés dans le cas d'une collaboration à passer avec les organismes de solidarité sociale dans les différentes communes.

Voilà, mais à travers l'avenant qui a été proposé au 31 janvier, nous pouvons imaginer que nous puissions aller plus loin et passer à la régie plus rapidement et non pas la relancer dès maintenant et escompter pouvoir y passer dans 2-3 ans. Parce que l'on ne passe pas à la régie, comme l'a dit Monsieur Revol, en 6 mois, on y pense sur un minimum de 2 à 3 ans.

### **Monsieur le Président :**

Merci Monsieur Moure. Monsieur Jean-Pierre Grand.

### **Monsieur GRAND :**

Monsieur le Président, chers collègues. La gestion d'eau potable pour la consommation humaine est un dossier d'intérêt majeur, tout le monde le dit. Aussi, il convient d'être particulièrement attentif à tous les aspects qu'il recouvre. Je voudrais dire à René Revol, pour faire suite à sa grande envolée lyrique sur la recherche, sur la préservation de l'eau, sur la nature et naturellement il est allé jusqu'en Afrique, lui dire qu'il n'a peut-être pas le recul que certains autres ont. Parce que si mon souvenir est bon, il n'est maire que depuis 6 ans. Je voudrais lui rappeler quand même que depuis des années, nous avons fait d'énormes pas en avant sur les recherches, la préservation, sur de multiples mesures que nous avons prises. Et puis par exemple, au fil des années, nous avons décidé de connecter nos réseaux, c'est une garantie majeure pour les citoyens. J'ai entendu Philippe Saurel en parler également très récemment. Nous n'allons donc pas passer, grâce à René Revol, de l'âge de la pierre au 21<sup>e</sup> siècle, je souhaite quand même rappeler ça à tous les collègues ici présents.

Je voudrais aussi rappeler à René Revol que nous n'avons pas attendu, un certain nombre, qu'il arrive drapeau rouge déployé pour aller défendre nos nappes phréatiques. Je fais partie de ceux qui à la tribune de l'Assemblée nationale se sont battus contre l'exploitation du gaz de schiste par des moyens qui naturellement mettaient en danger tout notre patrimoine.

Je fais partie de ceux, et je ne suis pas le seul, qui considèrent que l'eau qui passe sous nos pieds ne nous appartient pas, elle appartient à tout le monde. Et je suis bien placé pour vous parler de ça puisqu'à Castelnau, la source et le captage est quasiment sous les pieds de la mairie et dans notre syndicat nous avons une grande expérience, depuis le début du siècle, sur la mutualisation dans la recherche et naturellement dans la préservation.

Je ne rappellerai pas à René Revol tout ce qui a été fait pour préserver le Lez et le rendre aujourd'hui, au moins dans la partie la plus en amont, quasiment propre pour pouvoir s'y baigner. Je voudrais donc que chacune et chacun ait un peu de modestie là-dessus et ça n'est pas parce qu'aujourd'hui, René, vous avez une position qui est connue et qui est la votre, vous vous drapez dans le résultat de votre référendum à Grabels, je pense quand même qu'il y a des combats politiques plus difficiles que de demander aux gens s'ils veulent qu'on baisse le prix de l'eau et leur demander de voter oui ou non. Je voudrais donc vous rappeler ça très gentiment et avec sympathie.

Donc, malgré ça, je maintiens que l'examen de ce dossier doit être serein et sérieux et qu'il nous impose à chacun d'éviter toute vision dogmatique. Pour ma part, je ne privilégie aucune forme de gestion, qu'elle soit en régie ou en délégation parce que j'estime que les deux concourent au fonctionnement du service public. Parce que là aussi, il faut arrêter de dire des choses qui sont fausses. Le service public, ce n'est pas parce que c'est nous qui décidons, le service public est un ensemble cohérent qui va de la décision souveraine à l'exécution. Et dans l'exécution, bien sûr, nous sommes dans le partenariat public/privé neuf fois sur dix. Sinon, il faudra nous

expliquer comment nous allons faire.

Je souhaite également rappeler que notre ville n'est pas concernée par ce dossier puisque nous sommes dans un syndicat intercommunal dont l'échéance de la DSP arrivera en 2021. Mais ce dossier d'intérêt communautaire, pour aujourd'hui comme pour demain, nous concerne tous, pour les raisons que nous avons expliquées. Si le conseil d'agglomération examine aujourd'hui une autre voie de gestion que celle pratiquée jusqu'à lors c'est que, comme vous l'avez dit René, le débat municipal à Montpellier et dans quelques communes a porté là-dessus. Et moi, cela ne me choque pas que l'on respecte ses engagements électoraux. Nous allons donc vous aider à respecter ou à ne pas pouvoir respecter vos engagements électoraux, mais dans tous les cas, vous aurez été de bonne foi.

Je voudrais aussi vous dire que ce débat est un débat attendu par nos concitoyens. La baisse du prix de l'eau potable a été pour certains un argument électoral et nos concitoyens s'attendent donc à voir très rapidement leur facture d'eau diminuer sensiblement. Ils ont une lecture globale, c'est comme pour nos feuilles d'impôts. Moi, je baisse les impôts de 1,8, je ne les ai pas augmentés depuis des années, sauf qu'après les gens disent « Monsieur le maire, les impôts augmentent à Castelnau ». Sauf que ce n'est pas nous qui les augmentons. Pour l'eau, c'est pareil, il y a une lecture globale de la facture d'eau, donc nos concitoyens s'attendent à payer moins demain.

Voilà pourquoi ce dossier est un dossier complexe. Donc, je voudrais aussi vous dire que les propositions remises à l'agglo, dans les appels d'offres, même s'ils restent sans suite, doivent être toutes rendues publiques afin que, le moment venu, il soit possible de les comparer techniquement et financièrement avec toute autre forme de gestion.

D'ailleurs, je dois dire que je trouve assez savoureux que l'on remette aujourd'hui sur la table des élus le rapport qui montre effectivement que le tout régie est à 11,44, le tout DSP à 11,61, c'est-à-dire un poil au-dessus, sauf que là, tous les élus que nous sommes démontrent que la baisse est naturellement financée par l'impôt de l'agglomération. Et pour cause puisque dans la baisse, il y a naturellement l'absence de recettes fiscales pour l'agglomération. Je fais donc partie de ceux qui considèrent qu'il faut être extraordinairement attentifs à ne pas faire payer la dépense de l'usager par le contribuable.

Et d'ailleurs, cher René, ça va dans le sens de ce que vous dites puisqu'avec d'autres, vous prônez pour les économies. L'eau est rare et chère. Donc, si on ne fait pas payer le juste prix ou en tout cas le prix le plus juste, naturellement, je ne vois pas pourquoi les gens économiseraient l'eau puisque ce sont les contribuables qui vont payer la différence. Il faut donc être très attentif à ces choses-là. Et puis, je crois, et c'est peut-être le plus important, qu'il ne faut pas perdre de vue que quel que soit le mode de gestion choisi par notre collectivité les mêmes et multiples obligations, contraintes et réalités s'imposeront à nous. Ces contraintes sont techniques, sanitaires, fiscales, économiques, sociales.

De plus, cher René, nous savons tous que ces règles sont mouvantes et elles sont fixées par d'autres que nous. Regardez toutes ces taxes qui représentent 50 % du prix de l'eau, ce n'est pas nous qui les fixons, c'est l'Assemblée nationale, ce sont des décrets, ce sont des décisions qui nous échappent, à commencer par l'Agence de l'eau. Vous allez donc m'expliquer comment vous allez verrouiller tout ça, parce que ça, ça n'est pas évident à faire.

Nous voyons déjà, à la lecture de ce matin, et puis mes chers collègues ce dossier est politique. D'ailleurs, s'il n'était pas politique, il n'aurait pas été là tout de suite. Et nous, nous sommes aussi un peu des politiques, d'ailleurs René Revol est un militant politique affirmé, revendiqué et c'est ce qui fait son charme d'ailleurs. Je dois vous dire que quand on lit Midi Libre de ce matin, un piège énorme qui se referme sur nous. 50 % de baisse est annoncé, les gens vont dire « attendez, maintenant, on va nous baisser l'eau de 50 % », ils attendent la prochaine facture, parce qu'ils ne savent pas qu'on n'a pas voté. Vous pensez bien qu'ils ne vont pas suivre le feuilleton administratif, etc. Non, eux attendent la prochaine facture, en plus c'est tous les 6 mois. Ils vont donc attendre de nous une baisse tout à fait significative. Vous savez comme moi que la part agglo, la part collectivité où il pourrait y avoir l'investissement est aujourd'hui extrêmement faible puisqu'elle est presque inexistante.

Donc, ça veut dire que demain, nous allons avoir le mauvais rôle. Voilà pourquoi nous prendrions collectivement, dans le temps, parce que c'est un dossier qui se gère dans le temps, qui s'évalue dans le temps, qui se mesure dans le temps, un grand risque moral et politique en laissant penser à nos concitoyens que l'on peut baisser fortement le montant total de la facture d'eau par une simple décision de remise en cause du mode actuel de gestion.

Pour autant, Monsieur le Président, je ne doute pas que vous ayez à cœur d'évaluer au mieux l'intérêt général et d'ailleurs vous êtes élu pour ça et nous sommes tous élus pour ça et que vous allez prendre en compte toutes les options et je sais que vous le ferez. Et tous les maires qui sont là souhaitent que nous le fassions ensemble collectivement. Nous avons déjà un premier dossier, il existe, il n'est pas vieux, il n'a pas encore un an.

Donc, pour ces raisons et parce que j'estime que nous avons collectivement cette garantie morale et politique, Monsieur le Président, je voterai votre proposition ce soir avec mes collègues de Castelnau, en tout cas pour ceux qui me suivent dans la majorité. Je n'irai pas beaucoup plus loin, mais vous avez parfaitement compris que l'expérience est quelque chose qui, dans ce dossier, peut aussi être pris en compte. Merci.

**Monsieur le Président :**

Merci Monsieur Grand. Je donne la parole à Monsieur Raymond, maire de Montaud.

**Monsieur RAYMOND :**

Monsieur le Président, chers collègues. J'ai demandé à intervenir pour plusieurs raisons. La première, la commune de Montaud, plus petite de l'agglomération, se situe au nord de Montpellier et appartient au syndicat mixte Garrigues Campagne, comme Castelnau du reste, et donc, elle n'est pas directement concernée aujourd'hui par ce dossier de l'eau. Néanmoins, j'estime que ce dossier de l'eau est un dossier d'intérêt communautaire parce que le domaine de l'eau évolue assez rapidement ces derniers temps et notamment à travers la loi sur l'eau du 31 décembre 2006 qui a fait évoluer pas mal de choses.

Je voudrais intervenir par rapport à la forme et au fond de ce dossier. Sur le fond, même si je suis plutôt favorable à un passage en régie, notamment parce qu'il y a sûrement des avantages, mais je ne les vois pas clairement aujourd'hui dans le dossier qui a été distribué en séance. L'autre point qui me paraît intéressant, c'est la juxtaposition de l'eau brute avec l'eau potable, tant est si bien qu'aujourd'hui, une grande partie de l'eau potable est réalisée avec de l'eau brute, notamment du bas Rhône et qu'à mon sens, il y a vraiment une interconnexion à avoir entre ces deux ressources en eau. Sur la forme, Monsieur le Président, je regrette tout simplement le dossier de manière express tel qu'il est présenté aujourd'hui. Je fais partie des 60 trombines nouvelles de cet hémicycle et il est vrai que ce dossier de l'eau est très complexe, nous l'avons vu à travers les différentes questions de la plupart des élus qui étaient là dans la mandature précédente. Nous voyons bien encore le nombre d'interrogations qu'il y a, j'aurais donc souhaité que l'on puisse travailler plus sur le fond et plus tous ensemble en commun sur ce dossier pour avoir vraiment un réel avis concerté ensemble. Merci.

**Monsieur le Président :**

Merci Monsieur le Maire. Je donne la parole à Monsieur Henri Rouilleault.

**Monsieur ROUILLEAULT :**

Merci Monsieur le Président, mes chers collègues. Je voulais dire que l'opposition de gauche et écologiste à Castelnau votera également et avec un grand plaisir cette délibération. Nous voulons féliciter Philippe Saurel et René Revol de prendre en main ce dossier tout de suite. Il devrait conduire, si je le lis bien, à ce que le passage en régie publique se fasse à peu près au tiers de mandat compte tenu du temps nécessaire pour que les choix d'organisation soient faits et que les transferts de compétences puissent s'opérer dans de bonnes conditions.

Simplement, je voudrais insister sur plusieurs points.

Le premier c'est qu'il faut éviter une focalisation exclusive de nos concitoyens sur la question de la baisse du prix de l'eau. Il y a d'autres sujets qui sont importants concernant l'eau. Il y a la question de la préservation de la ressource, la question des pertes dans le réseau, la question des comportements des consommateurs qu'ils soient entreprises ou particuliers. Il y a la question de la tarification qui est aussi un élément pour faire bouger les comportements. Donc, la question de l'eau ne peut être résumée à la question du prix. Et évidemment, le bluff de Veolia dans le Midi Libre de ce matin est particulièrement inquiétant puisque c'est un piège tendu comme cela a été dit par plusieurs des intervenants. Ça voudrait dire beaucoup moins d'investissements, etc., et beaucoup moins d'amélioration du réseau.

Deuxième point qui est important, il faut qu'il y ait un travail en commun là-dessus, un travail en commun des élus. Je rejoins ceux qui regrettent le fait que le dossier n'ait été envoyé que très tardivement et n'ait été envoyé qu'aux maires et vices-présidents. J'ai dû aller le consulter en mairie. Il y a maintenant des méthodes modernes avec le mail pour que tout le monde ait les dossiers en temps opportun. Faisons donc de l'administration électronique, cela serait un point tout à fait positif.

Troisième élément, sont évoqué dans la délibération, mais ne sont pas évoqué dans sa conclusion, des points qui me paraissent aller de soi. Quand on parle d'un premier temps pour l'eau potable, il faudrait que le groupe de travail qui va fonctionner autour de René Revol travaille également sur la question de la préparation de la deuxième étape, celle qui concerne l'assainissement. Et puis également, toutes les communes qui comme Castelnau et d'autres soit à l'est, soit à l'ouest de l'agglomération, qui procèdent par des syndicats intercommunaux d'un espace plus large pour des raisons qui ont été très bien rappelées tout à l'heure par Renaud Calvat. Toutes ces communes doivent également se mettre dans la logique d'un passage qui lui serait en 2021. Il faut donc que tout cela puisse être travaillé collectivement. Merci.

**Monsieur le Président :**

Merci Monsieur Rouilleault. Je passe maintenant la parole au dernier intervenant, Max Levita.

**Monsieur LEVITA :**

Merci. Monsieur le Président, mes chers collègues. C'est un débat tout à fait passionnant qui met en jeu des idées fondamentales pour notre avenir démocratique. À ce titre, chacun a pu s'exprimer librement, comme vous nous y avez invités, Monsieur le Président. À ce titre, personne n'a d'ailleurs de leçon à donner, pas plus moi que d'autres.

Je voudrais faire quelques remarques sur ce dossier.

Nous l'avons dit, beaucoup de choses ont d'ailleurs été dites, ce débat n'est pas idéologique au sens où il n'oppose pas la droite et la gauche. Toutefois, c'est un débat politique, mais politique est un joli mot, un mot noble, il concerne l'art et la manière de prendre en compte certains problèmes concernant la cité et ses habitants. J'y reviendrai d'ailleurs ultérieurement.

La deuxième remarque, ce débat n'est pas technique, en tout cas il n'est pas d'une technicité ultra complexe. Et je voudrais souligner, je ne l'ai peut-être pas fait en juillet 2013, mais je vais le faire en mai 2014, la qualité des documents qui ont été fournis par l'administration dès juillet 2013. Ces documents étaient très bons, je n'étais juste pas d'accord avec la dernière page, mais tout est discutable. Le troisième point c'est que ce débat n'est pas économique.

Nous le savons, René Revol l'a indiqué, les entreprises privées dans le monde économique d'aujourd'hui (ça n'était pas vrai au début du siècle précédent sans quoi nous n'aurions jamais fait de chemin de fer), ont un horizon économique court. René a dit 3 à 5 ans, moi j'ai tendance à dire 7 à 8 ans, peut-être que la vérité est entre les deux. Quand on dit un horizon économique court, cela veut dire qu'il faut rendre les investissements rentables à cet horizon-là, ce qui augmente les amortissements. Une entreprise publique peut avoir un horizon économique plus long suivant les secteurs où elle intervient. Et dans le domaine de l'eau, un horizon à 40 ou 50 ans est parfaitement correct, ce qui allège considérablement le volume de l'amortissement à réaliser. Je ne parlerai pas des sottises qui sont dans l'article du Midi Libre de ce matin sur des amortissements qui seraient réalisés, puisque l'amortissement est une technique comptable qui veut dire qu'il n'y a pas eu d'investissement réalisé. C'est ça le problème et c'est monstrueux de lire qu'une entreprise comme Veolia n'a pas fait d'investissement au cours des années précédentes. C'est ce qui est écrit dans l'article, ce sera donc peut-être démenti.

Quatrième point, le problème n'est pas financier. La régie, en tout cas une régie autonome pourra s'autofinancer sans grande difficulté et son budget sera distinct de celui de l'agglomération.

Le problème, il n'est pas social, c'est un problème de droit. Si l'on passe d'une DSP à une régie, il y a transfert du personnel à condition bien sûr que ce personnel l'accepte.

Donc, toutes ces raisons font que le prix de l'eau peut baisser considérablement dans un régime public. Notre collègue l'a dit d'ailleurs, j'abonde, le prix de l'eau n'est pas un facteur décisif. Je voudrais ajouter à mon texte

initial, la remarque qui a été faite par Madame Touzard, c'est vrai que ce débat engage le très long terme et seule la puissance publique est à même de prendre en charge un horizon économique aussi long.

Le problème est effectivement un problème de gestion. Il y a la qualité de l'eau à surveiller, c'est effectivement un indicateur important. Je ne vois pas de raison de penser qu'une gestion publique, parce qu'elle est publique, obtiendrait de plus mauvais résultats qu'une gestion privée. Il y a un problème de temps, René l'a souligné, la décision doit donc être prise aujourd'hui, quoiqu'en pense Monsieur Domergue, nous sommes même en retard. Parce que la DSP en cours s'achève le 31 décembre 2014, il y a une procédure en cours, si elle n'est pas interrompue, il faut choisir un nouveau concessionnaire qui interviendra à partir du 1er janvier 2015. Si la procédure est interrompue, ce qu'a proposé René, il faudra ensuite un travail gigantesque, bien du courage, mon cher collègue, pour pouvoir mettre en place une régie publique au 1er janvier 2016.

Le choix est politique, ai-je dit précédemment. En quel sens est-il politique ? Il s'agit d'une interprétation personnelle, en tout cas personnelle aux membres de la liste conduite par Philippe Saurel. À mon avis, il s'agit de préciser la place des citoyens dans le fonctionnement démocratique. J'ai dit ici même, dans cette assemblée et dans mon discours en tant que doyen d'âge, ma préoccupation, je crois que la République est en danger. Le niveau de l'abstention l'indique. La décrépitude des partis politiques, de tous les partis politiques sans aucune exception, décrépitude dont je ne me réjouis pas. Si la démocratie ne fonctionne pas, si les partis politiques ne fonctionnent pas, alors la République est en danger. Si la démocratie représentative fonctionne mal, et elle fonctionne mal, nous en sommes tous conscients, alors il faut faire appel à la démocratie participative. Je reconnais que c'est plus facile à dire qu'à faire, c'est néanmoins la seule solution. C'est ce que Philippe Saurel a proposé au cours de sa campagne, il semble qu'il a été entendu. Il est toujours difficile d'interpréter avec précision le message exprimé par les électeurs. Mais sur ce point, la proposition qui avait été faite par Philippe Saurel était claire et le comité de suivi qui fait partie de votre proposition rentre dans cette logique. Que René Revol ait la même position que nous ne prouve rien, ni à l'avantage de René, ni à notre désavantage. Il y a une concordance, nous nous en félicitons.

Tout le monde l'a dit, l'eau c'est la vie, sans eau, il n'y a pas de vie humaine. Quand on cherche s'il y a d'autres vies humaines dans l'univers, on cherche l'eau. Il n'est pas acceptable que nous ne prenions pas directement en main la gestion de l'eau. Il nous appartient à nous, politiques, de donner une vision, un projet qui donne sens et direction pour obtenir la coopération et la mobilisation de nos concitoyens. Quel plus beau projet que l'eau ? À la réflexion, il pourrait y avoir un autre projet, ce serait l'école, mais ce n'est pas d'actualité. C'est donc la raison profonde de mon choix et du choix de mes amis pour une régie publique.

Un dernier mot sur le périmètre de la régie. Nous avons dit la production oui, tout le monde semble être d'accord sur ce point, la distribution oui, il semble que presque tout le monde soit d'accord. Pourquoi pas l'assainissement ? Je crois qu'il faut répondre à cette question. Je crois qu'il y a trois raisons. Il y a des investissements courts qui n'ont pas donné les résultats espérés. La deuxième raison, il y a des investissements à réaliser, d'un volume considérable. Et troisième point, il y a des problèmes techniques extrêmement complexes et cela sont à résoudre. Donc, ne chargeons pas la barque inconsidérément. Le passage à une régie publique est difficile à réaliser dans un temps finalement court puisqu'il faut que l'on soit prêt au 1er janvier 2016. Donnons-nous toutes les chances de le réussir pour nos concitoyens, pour leur donner confiance en eux, en nous et à l'avenir. Merci.

#### **Monsieur le Président :**

Merci beaucoup Max. René Revol.

#### **Monsieur REVOL :**

Quelques mots, Monsieur le Président sur les différents points abordés.

D'abord, je voudrais féliciter tous ceux qui ont participé à ce débat, car nous avons apporté la démonstration que nous pouvions mener, dans cette assemblée, sur un sujet effectivement hautement sensible, politique au bon sens du mot, du gouvernement de la cité qui nous est commun, un débat serein, argumenté et qui ouvre d'ailleurs des poursuites possibles et nous y reviendrons. Et je pense que nous avons fait, de ce point de vue, un

pas par rapport au débat du 25 juillet dernier où nous avons tous, les uns et les autres, regretté certains dérapages et pour lesquels les personnes concernées se sont excusées. Mais il faut essayer de poursuivre les débats comme cela. Cela signifie que si nous ne sommes pas d'accord, nous le disons, nous le disons franchement et c'est aussi ça la nouvelle gouvernance. C'est la possibilité de pouvoir s'exprimer et faire converger nos décisions en fonction de l'intérêt général.

Juste quelques petites remarques sur les questions posées.

Premièrement les délais. Il faut savoir que si nous ne délibérons pas aujourd'hui, si nous n'engagions pas le processus aujourd'hui, vu toutes les consultations obligatoires nécessaires, vu les délais juridiques incompressibles, vu les nécessités techniques tout aussi incompatibles, nous ne faisons pas la régie publique. Et si par exemple, on se dit que l'on se donne encore 6 mois pour réfléchir, cela signifie que sur cette mandature, nous aurons le plus grand mal à faire la régie publique. C'est une divergence qui nous a opposés le 25 juillet, c'est une divergence qui nous a même opposés pendant la période électorale. Certains disant « commençons par une DSP et on finira bien par faire une régie publique après ». Nous avons tranché, de ce point de vue, pour donner tout de suite le cap, en nous donnant les moyens d'être efficaces et précis.

Deuxième chose, je pense que beaucoup de choses ont été dites sur le prix, etc., ça a été largement commenté. Juste une précision, l'investissement, j'entends dire jour après jour que le Fermier investit. Je m'excuse, surtout pour les 32 qui étaient là depuis des années, nous l'avons voté ici l'investissement, c'est la collectivité qui investit essentiellement. Le Fermier n'investit que dans le renouvellement des réseaux et vu le résultat, je crois qu'il y a beaucoup mieux à faire. Mais tous les investissements lourds sont assurés par la collectivité, dans cette assemblée. Et en 2013, nous avons adopté le schéma directeur d'approvisionnement en eau potable. Notre commune avait fait le sien avant le transfert de compétences et je me souviens que Richard Campos regrettait que les autres communes ne l'aient pas fait à temps. Grâce à l'agglo, nous sommes arrivés à tous le faire et ce schéma prévoit un programme d'investissement, comme le disait Madame Touzard, à long terme, jusqu'en 2030. Et le schéma prévoit une planification d'investissement de 157 millions d'euros pour pouvoir nous mettre en capacité de pouvoir fournir ce territoire de manière optimale, correcte et efficace. Il va falloir les assumer ces 157 millions dans le contexte budgétaire qui est le nôtre actuellement. Et donc, cela signifie que c'est un dossier qui est tout à fait essentiel.

Je voudrais rassurer aussi par rapport à la question du personnel. Le fait de faire un comité citoyen de suivi fait que les personnels seront représentés dedans. Donc, ce ne seront pas des négociations de l'ombre qui régleront le problème. Le problème sera réglé publiquement et je pense qu'aujourd'hui, un certain nombre de gens dans cette assemblée, à titre personnel, sur le plan militant, sont venus en soutien de ceux qui luttent aujourd'hui contre un plan social qui est particulièrement injuste dans leur entreprise. Donc, par ailleurs ici, en notre responsabilité, nous ferons tout pour que ces personnels soient traités correctement, parce que c'est eux qui assurent le service, sans eux il n'y aurait pas de service, comme ça a été le cas dans d'autres collectivités et nous prendrons appui sur ces résultats.

Enfin, dernier élément, le dossier que vous avez reçu, c'était une décision du Président que nous avons exécutée rapidement pour que vous ayez le maximum d'information, pas simplement pour la délibération de ce soir, mais pour les semaines qui viennent, qui vont être complétés régulièrement.

Nous avons repris, sans le modifier, le document qui avait été distribué en juillet 2013. Personnellement, sur l'évaluation du coût, je le conteste. Je pense qu'il manque 3,9 millions et je peux le démontrer par un calcul, sur l'évaluation de ce que représente la DSP. Une évaluation que j'ai faite et que des chercheurs ont fait. Peu m'importe, je respecte, ce document a été fait, cette assemblée l'avait eu avant, nous vous le redonnons. Le deuxième document que nous vous avons donné, c'est une étude qui a été faite sur les différentes formes de régies et sur avantages et inconvénients des formes de régies, parce qu'il va falloir que nous tranchions sur les différentes formes de régies. À cette étape, nous ne tranchons pas. Il est clair que dans plusieurs endroits, une régie avec autonomie financière et personnalité morale est plus avantageuse par beaucoup de points de vue, tant sur le plan citoyen que sur le plan technique. Mais nous aurons le temps du débat et nous l'aurons dans cette assemblée pour faire ce choix.

Nous voulions donc que vous ayez tous ces éléments. Les éléments de l'état du personnel aussi, car des chiffres ont été donnés qui sont faux. Ainsi, vous pouvez en juger vous-même. Le schéma directeur d'eau potable pour

que vous preniez la mesure des investissements que nous allons devoir faire à l'avenir. Vous avez donc ces documents qui viennent en complément de la délibération, mais qui ne conditionnent pas, Monsieur Domergue, la délibération. La délibération est une délibération de principe pour pouvoir aller vers la régie publique et nous mettre tout de suite en action avant même que la procédure de DSP ne soit close. Et quand on nous demande de rendre publique telle ou telle chose, non, nous respecterons à la virgule près les obligations légales. Il va falloir faire très attention. Nous sommes engagés dans une action politique collective et nous prendrons toutes les défenses nécessaires pour que l'intérêt des habitants de l'agglomération soit préservé. Nous respecterons donc les choses et de ce point de vue, nous respecterons tous les délais nécessaires, mais il faut que nous le fassions le plus vite possible.

Je pense que beaucoup d'éléments ont été donnés, je vous laisse donc aborder les autres points, Monsieur le Président.

**Monsieur le Président :**

Merci Monsieur Revol. Moi, c'est un grand merci que je voudrais vous adresser, à tous ceux qui ont participé très largement à ce débat, aux maires, aux élus. Merci à Monsieur René Revol qui conduit ce dossier avec passion. C'est pour ça que je lui ai proposé d'être vice-président chargé de la politique de l'eau. Il m'a répondu « c'est un cas de conscience, je ne peux pas refuser ». Sachant lui-même que cette discipline est pour lui majeure et pour nous aussi qui l'avons conduite au travers de la campagne électorale que nous avons menée à Montpellier.

N'y voyons pas trop de marquage politique agressif, voyons plutôt une façon d'envisager la vie de la cité avec une place restituée, centrale, majeure de la parole que l'on peut donner aux citoyens dans la gestion des grandes problématiques comme celles de l'eau. Je rejoins complètement ce qu'a expliqué brillamment Max Levita tout à l'heure.

Je voudrais également associer à mes remerciements toute l'administration de l'agglomération de Montpellier, Monsieur Fina, Monsieur Hémain, Madame Fuchs, pour la qualité des relations que nous avons et du suivi du service de l'eau. Je vais donc passer au vote sur cet unique point.

Nous allons donc passer au vote sur la régie publique de l'eau pour l'agglomération de Montpellier. Avant cela, je voudrais vous proposer d'apporter une petite modification au texte de la délibération qui vous est soumis. C'est à la fin de la délibération, l'avant-dernier paragraphe qui commence par « ce programme de recherche a été riche en enseignement et a apporté beaucoup d'éléments de réponse aux questions posées initialement, en particulier sur le volet de la gestion quantitative. Le modèle hydrogéologique développé a permis d'étudier des scénarios ». Je vous propose de modifier « augmentation » par « amélioration ». Et je vous propose de modifier la phrase suivante, celle qui commence par « ceux-ci confirme la faisabilité de cette progression dans certaines limites permettant de garantir le bon état quantitatif de la masse d'eau souterraine » et de la remplacer par la phrase suivante : « Ceux-ci confirment la faisabilité de cette progression, dans certaines limites, permettant de garantir le maintien du bon état quantitatif et qualitatif de la nappe. ». C'est une vision plus souple que je vous propose d'insérer dans cette délibération. Il s'agit uniquement de points de rédaction, mais qui sont importants parce qu'ils donnent plus de liberté à l'action.

**Affaire :**

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier exerce de plein droit en lieu et place des Communes membres en application du dernier arrêté préfectoral n° 2012-2290 du 17-10-2012, les compétences «eau potable», «assainissement des eaux usées», ainsi que « développement et gestion des réseaux d'acheminement de l'eau brute du Bas Rhône Languedoc », dite « Eau Brute » .

Pour la compétence eau potable, conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, elle se substitue aux communes de Cournonsec, Cournonterral, Fabrègues, Lavérune, Murviel les Montpellier, Pignan, Saint Georges d'Orques, Saint-Jean-de-Védas et Saussan au sein du Syndicat du Bas



Languedoc et aux communes de Baillargues, Beaulieu, Castelnau le Lez, Castries, Clapiers, Montaud, Saint Drézéry, Saint Génès des Mourgues et Restinclières au sein du Syndicat Garrigues Campagne. Elle intervient en tant que collectivité organisatrice du service sur les 10 communes de Grabels, Juvignac, Lattes, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Prades-le-Lez, Pérols, Saint-Brès, Sussargues et Villeneuve-lès-Maguelone, ainsi que, depuis le 1er juillet 2013, suite à l'arrêté préfectoral n°2013-1-1192 du 19 juin 2013 mettant fin aux compétences du Syndicat du Salaison, sur les 3 communes de Jacou, Le Crès et Vendargues.

L'exploitation des services publics communautaires d'eau potable et d'assainissement des eaux usées est actuellement assurée au moyen de dix-huit contrats de délégation de service public dont les échéances convergent autour du 31 décembre 2014. Le service de l'eau brute est géré en régie dans le cadre d'une convention d'exploitation arrivant également à échéance au 31 décembre 2014.

Il est aujourd'hui proposé d'adopter une nouvelle approche dans l'organisation future de ces services. Cette approche sera résolument moderne, garante de transparence et respectueuse des enjeux de préservation des ressources et protection du milieu naturel partagés avec les territoires voisins. Elle participera à la mise en œuvre d'une politique de l'eau cohérente sur l'ensemble du cycle de l'eau.

Cette vision renouvelée passe par la création d'une régie dont les objectifs prioritaires seront exemplarité et efficience de manière à offrir aux usagers la meilleure qualité de service au meilleur prix.

Cette réforme constitue un tournant majeur dans l'histoire des services publics de l'eau et de l'assainissement du territoire. Sa mise en œuvre doit privilégier une méthode pragmatique et progressive, dans le respect du savoir-faire et des compétences pleinement reconnus des personnels assurant actuellement l'exécution de ces services. C'est pourquoi, dans une première étape, la régie porterait sur les seuls services publics de l'eau potable et de l'eau brute. Cette étape pourrait être mise en œuvre dès le 1er janvier 2016, avec prolongation pour motif d'intérêt général des contrats de délégation en cours jusqu'au 31 décembre 2015. Toutefois, cette prolongation ayant déjà été mise en œuvre pour le contrat portant sur le service public de l'eau potable de la commune de Grabels, ce service bénéficiera de dispositions anticipées dès le 1er novembre 2014.

La mise en perspective de cette régie précisera à court terme sa forme juridique, ses statuts, sa gouvernance, les moyens nécessaires à son déploiement et les coûts associés. Les organismes paritaires et la Commission Consultative des Services Publics Locaux seront saisis pour avis sur la base de ces éléments, préalablement à la délibération du Conseil Communautaire fixant les conditions de mise en œuvre de la régie.

Enfin dans le concept d'une gestion partagée des ressources avec les territoires limitrophes, je vous propose d'engager sans plus attendre la révision de la Déclaration d'Utilité Publique de la source du Lez, obtenue en juin 1981, et dont le bassin hydrogéologique s'étend sur 400 km<sup>2</sup> au nord du territoire communautaire, allant au-delà des limites du département de l'Hérault. En effet, l'étude pour le développement des connaissances du système karstique de la source du Lez s'est achevée récemment. Ce projet de recherche initié par la Ville de Montpellier et le BRGM, regroupe un partenariat scientifique et technique constitué par le BRGM, les UMR HydroSciences Montpellier (HSM), G-EAU, TETIS, le CERFACS et BIOTOPE. Son objectif était d'améliorer les connaissances sur le fonctionnement de l'hydrosystème karstique du Lez et la qualité de la ressource dans un contexte de gestion active par pompage et de changements globaux, climatique et anthropique.

Ce programme de recherche a été riche en enseignements et a apporté beaucoup d'éléments de réponse aux questions posées initialement. En particulier, sur le volet de la gestion quantitative, le modèle hydrogéologique développé a permis d'étudier des scénarios d'amélioration des prélèvements. Ceux-ci confirment la faisabilité de cette progression, dans certaines limites, permettant de garantir le maintien du bon état quantitatif et qualitatif de la nappe.

La concrétisation de cette perspective, conditionnée à l'obtention d'une DUP révisée, permettrait d'apporter des solutions pérennes pour notre territoire et dans une dimension plus large dans le cadre d'une coopération avec les territoires riverains du bassin de vie, en terme de besoins en alimentation en eau. Cette coopération est par ailleurs indispensable en vue d'une gestion concertée de la protection de la ressource.

Monsieur Jean-Pierre RICO ne prend pas part au vote.

A l'issue du vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (1 ne prend pas part au vote, 0 contre et 14 abstentions).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- adopter le principe d'une gestion en régie du service public de l'eau potable et de l'eau brute à compter du 1er janvier 2016,
- autoriser Monsieur le Président à engager les négociations nécessaires à la conclusion d'avenants de prolongation des contrats de délégation de service public en vigueur fixant leur nouvelle échéance au 31 décembre 2015,
- autoriser Monsieur le Président à engager les études nécessaires à la définition et l'organisation de la régie de l'eau,
- approuver le principe de la révision de la DUP de la source du Lez et autoriser le lancement des études préalables nécessaires,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

#### Le Conseil procède au vote.

Ne prennent pas part au vote :

- Monsieur Rico.

Se sont abstenus :

- Monsieur Domergue, Madame Demon, Monsieur Pastor, Monsieur Lannelongue, Monsieur Larue, Madame Danan, Monsieur Moynier, Madame Galabrun, Monsieur Pellé, Monsieur Lussert, Monsieur Balazun, Monsieur Raymond et Monsieur Vera. Monsieur Dudieuzère (pouvoir donné à Monsieur Domergue)

Ont voté contre :

- Pas de vote contre.

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.** La régie publique de l'eau est adoptée pour l'agglomération de Montpellier.

#### Monsieur le Président :

Je vous propose de mettre un terme à cette séance du conseil d'agglomération du 7 mai 2014. Le prochain conseil d'agglomération se tiendra le 19 mai ici même à 18 h où nous aurons un long conseil parce qu'il y a de nombreuses désignations ainsi que plusieurs affaires inhérentes à la gestion de la collectivité.

Merci à tous.